



Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation des documents dans cet ouvrage n'impliquent pas l'expression par l'OIM d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Publié par : Organisation internationale pour les migrations
17, route des Morillons
C.P. 17
1211 Genève 19
Suisse
Tel. : +41 22 717 9111
Fax : +41 22 798 6150
Courriel : hq@iom.int
Site web : www.iom.int

Photo de couverture : Au Yémen, des migrantes marchent le long d'une route en direction de la frontière avec l'Arabie saoudite. © OIM 2022

Citation requise : Organisation internationale pour les migrations (OIM) (2024). La migration et les migrants dans le monde. In : *Rapport État de la migration dans le monde 2024* (M. McAuliffe et L.A. Oucho, dir. publ.). OIM, Genève.

ISBN 978-92-9268-844-8 (PDF)

© OIM 2024



Certains droits réservés. Cet ouvrage est mis à disposition au titre de la licence [Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 3.0 Organisations internationales](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode) (CC BY-NC-ND 3.0 IGO).*

Pour plus de détails, voir la section [Droit d'auteur et conditions d'utilisation](#).

Le présent ouvrage ne doit pas être utilisé, publié ou rediffusé dans l'intention première d'en obtenir un avantage commercial ou une compensation financière, sauf à des fins éducatives, par exemple, aux fins de son intégration dans un manuel.

Autorisations : Toute demande concernant l'utilisation à des fins commerciales ou les droits et licences doit être adressée à publications@iom.int.

* <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode>

2 LA MIGRATION ET LES MIGRANTS DANS LE MONDE

Introduction

Compte tenu des importantes fluctuations et de la grande diversité des migrations et des déplacements dans le monde, identifier les tendances mondiales n'est pas une tâche aisée. On sait, grâce au volume croissant d'informations à notre disposition, que la migration est une question souvent fortement politisée, par conséquent de plus en plus sujette à la mésinformation et à la désinformation opérées par des groupes d'intérêt poursuivant des objectifs politiques ou commerciaux¹. Des comptes rendus des migrations exacts et objectifs permettent de remettre en question les mythes à ce sujet et de porter un regard critique sur les supports de mésinformation et de désinformation. Dans ce cadre, la description et l'analyse de l'évolution des migrations dans le monde à travers différents prismes, y compris ceux englobant des aspects économiques, sociaux et relatifs à la sécurité (ainsi que les cadres politiques et juridiques connexes), doivent reposer sur la connaissance d'indicateurs fondamentaux. La migration humaine est certes un phénomène qui remonte aux débuts de l'histoire et touche la quasi-totalité des sociétés du monde, mais elle connaît d'importantes transformations. Un examen de ces mutations sous l'angle de leur ampleur, de leur direction, de leurs caractéristiques démographiques et de leur fréquence peut éclairer la manière dont évoluent les migrations et permettre de dégager tant des tendances à long terme résultant d'événements historiques que des changements plus récents.

Selon les dernières estimations, on recensait 281 millions de migrants internationaux dans le monde en 2020, soit 3,6 % de la population mondiale². Premièrement, il est important de noter que cette estimation doit être actualisée dans le courant de l'année à venir, ce qui fournira de précieuses informations sur les tendances migratoires à long terme et sur la mesure dans laquelle elles ont été perturbées par la pandémie de COVID-19. Deuxième point important, ce chiffre, qui correspond à la somme de phénomènes migratoires survenus sur plusieurs décennies, renvoie à une petite minorité de la population mondiale seulement, ce qui signifie que rester dans son pays de naissance demeure la norme pour l'immense majorité des personnes. Dans leur grande majorité, les migrants ne franchissent pas de frontières; ils sont bien plus nombreux à migrer à l'intérieur des pays³.

L'immense majorité des personnes migrent pour des raisons relatives au travail, à la famille ou aux études – dans le cadre de processus qui, pour l'essentiel, ne posent pas de problèmes majeurs, ni aux migrants ni aux pays dans lesquels ils entrent. Ces migrations sont pour la plupart sûres, ordonnées et régulières. En revanche, d'autres quittent leur foyer et leur pays pour diverses raisons impérieuses et parfois tragiques, telles qu'un conflit, des

¹ McAuliffe et al., 2019; Culloty et al., 2021.

² Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA), 2021a. Les prochaines estimations actualisées de la population de migrants internationaux devraient être publiées par le DESA au dernier trimestre de 2024.

³ Bien qu'il n'existe pas d'estimations actuelles du nombre de migrants internes, les estimations des Nations Unies qui datent de bientôt 20 ans (Programme des Nations Unies pour le développement, 2009) font apparaître un nombre de migrants internes bien supérieur à celui des migrants internationaux – un fossé qui n'a depuis cessé de se creuser en raison de l'urbanisation croissante.

persécutions ou une catastrophe. Si les personnes qui sont déplacées – réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur de leur pays – représentent une proportion relativement faible de l'ensemble des migrants dans le monde, elles comptent souvent parmi les plus vulnérables et ont besoin d'assistance et de soutien.

Le présent chapitre, consacré aux données et tendances migratoires clés à l'échelle mondiale, vise à aider les décideurs, praticiens et chercheurs s'occupant des questions de migration à se faire une meilleure idée du phénomène migratoire dans son ensemble, en fournissant des informations sur la migration et les migrants dans le monde. Il s'appuie sur des sources statistiques actuelles, compilées par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation internationale du Travail (OIT), la Banque mondiale, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC), l'Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Université d'Oxford⁴. Il donne un aperçu des données et tendances mondiales concernant les migrants internationaux (populations) et les migrations internationales (flux), et analyse également des groupes de migrants particuliers – travailleurs migrants, étudiants internationaux, réfugiés, demandeurs d'asile, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et migrants portés disparus – ainsi que les rapatriements de fonds internationaux.

Le présent chapitre présente également l'ensemble des données programmatiques de l'OIM, en particulier celles sur l'aide au retour volontaire et à la réintégration, la réinstallation et le suivi des déplacements. Si, d'une manière générale, ces données n'ont pas de portée mondiale et ne sont pas représentatives, elles donnent toutefois un aperçu des changements survenus dans les programmes et opérations pertinents mis en œuvre dans le monde. En sa qualité d'organisme des Nations Unies chargé des migrations, dont les activités se rapportent à tous les thèmes examinés dans le présent chapitre, l'OIM peut apporter des éclairages supplémentaires sur la migration et ses diverses dynamiques, y compris les divers besoins des migrants.

Définir la migration, les migrants et d'autres termes clés

Hormis les définitions générales des termes «migration» et «migrant» données par les dictionnaires, il existe diverses définitions précises de termes clés de la migration, notamment dans les domaines du droit, de l'administration, de la recherche et de la statistique^a. S'il n'existe pas de définition universellement acceptée de la migration et des migrants, plusieurs définitions élaborées dans différents contextes sont toutefois largement admises, telles que celles formulées en 1998 par le DESA dans ses Recommandations en matière de statistiques des migrations internationales (personne résidant pendant 12 mois ou plus dans un pays qui n'est pas celui de son lieu de naissance)^b.

Les travaux menés par la Division de statistique des Nations Unies et le Groupe d'experts des Nations Unies en statistiques des migrations se poursuivent aux fins de l'actualisation des recommandations émises en 1998^c. L'ensemble d'indicateurs fondamentaux et supplémentaires relatifs aux migrations internationales et à la mobilité internationale temporaire (voir encadré ci après) a été approuvé par la Commission de statistique des Nations Unies réunie en sa cinquante quatrième session en mars 2023, ouvrant la voie à la révision des recommandations relatives à la mobilité et aux migrants internationaux aux fins d'une meilleure

⁴ Conformément à la période sur laquelle porte ce rapport, les statistiques utilisées dans ce chapitre étaient d'actualité au 30 juin 2023, sauf indication contraire.

prise en compte de différents aspects de la mobilité, dont la migration^d. Les nouvelles recommandations devraient être finalisées par la Division de statistique et le Groupe d'experts pour approbation par la Commission en 2025.

Les définitions techniques, les concepts et les catégories de migrants et de migrations s'appuient nécessairement sur des facteurs géographiques, juridiques, politiques, méthodologiques, liés au développement, temporels et autres. Par exemple, il est possible de définir des phénomènes migratoires sous de multiples angles, notamment le lieu de naissance, la nationalité, le lieu de résidence ou la durée du séjour^e. Ce point est important pour quantifier et analyser les effets de la migration et des migrants, quelle que soit la définition adoptée. Nous invitons le lecteur à se reporter aux sources primaires citées dans le chapitre pour des informations sur les définitions précises et les catégories qui sous-tendent les données. Le lecteur pourra également se reporter utilement au glossaire de la migration de l'OIM, proposé dans la [librairie en ligne de l'OIM](#).

^a Voir, par exemple, Poulain et Perrin, 2001 ; Banque mondiale, 2023a.

^b DESA, 1998.

^c Division de statistique des Nations Unies, 2021.

^d Commission de statistique des Nations Unies, 2023.

^e Voir par exemple de Beer *et al.*, 2010.

Migrants internationaux : chiffres et tendances

Le DESA établit des estimations du nombre de migrants internationaux dans le monde. L'analyse ci après s'appuie sur ces estimations, qui sont fondées sur les données communiquées par les États⁵. Dans leurs Recommandations en matière de statistiques des migrations internationales, les Nations Unies définissent un « migrant international » comme toute personne qui change de pays de résidence habituelle, en distinguant les « migrants de courte durée » (qui se rendent dans un pays autre que celui de leur résidence habituelle pour une période d'au moins trois mois mais de moins d'un an) et les « migrants de longue durée » (qui se rendent dans un pays autre que celui de leur résidence habituelle pour une période d'au moins un an). Cependant, tous les pays n'utilisent pas cette définition dans la pratique⁶. Certains appliquent d'autres critères pour identifier les migrants internationaux, en retenant par exemple des durées minimales de résidence différentes. Les différences en matière de concepts, de définitions et de méthodes de collecte de données d'un pays à l'autre font qu'il est difficile de comparer pleinement les statistiques nationales relatives aux migrants internationaux.

Si le nombre estimatif de migrants internationaux a augmenté au cours des 50 dernières années, il est important de noter que la grande majorité des personnes vivent dans le pays où elles sont nées. Selon les dernières estimations du nombre de migrants internationaux (datées de la mi-2020), près de 281 millions de personnes vivaient dans un pays autre que leur pays de naissance, soit 128 millions de plus que 30 ans auparavant, en 1990 (153 millions), et plus de trois fois plus qu'en 1970 (84 millions). La proportion de migrants internationaux dans la population mondiale totale a également augmenté, mais de manière marginale (voir le tableau 1).

⁵ Des territoires et des unités administratives communiquent également des données au DESA. Pour un résumé des sources de données, méthodes et avertissements du DESA, voir DESA, 2021b.

⁶ DESA, 1998.

Estimations de la population de migrants internationaux – pour quand est prévue la publication du prochain ensemble de données sur la population de migrants?

Les estimations de la population de migrants internationaux des Nations Unies sont établies, sélectionnées et publiées périodiquement par la Division de la population du DESA au Siège des Nations Unies (New York). Les dernières estimations ont été publiées en janvier 2021 et reposent sur des données de la mi-2020 – soit relativement au début de la pandémie de COVID-19 et au plus fort des restrictions des voyages internationaux. Le DESA a annoncé la publication des prochaines estimations pour le dernier trimestre de 2024. De plus amples informations sur les estimations de la population de migrants internationaux établies par la Division de la population sont disponibles à l'adresse www.un.org/development/desa/pd/.

Tableau 1. Migrants internationaux depuis 1970

Année	Nombre de migrants internationaux	Migrants en % de la population mondiale
1970	84 460 125	2,3
1975	90 368 010	2,2
1980	101 983 149	2,3
1985	113 206 691	2,3
1990	152 986 157	2,9
1995	161 289 976	2,8
2000	173 230 585	2,8
2005	191 446 828	2,9
2010	220 983 187	3,2
2015	247 958 644	3,4
2020	280 598 105	3,6

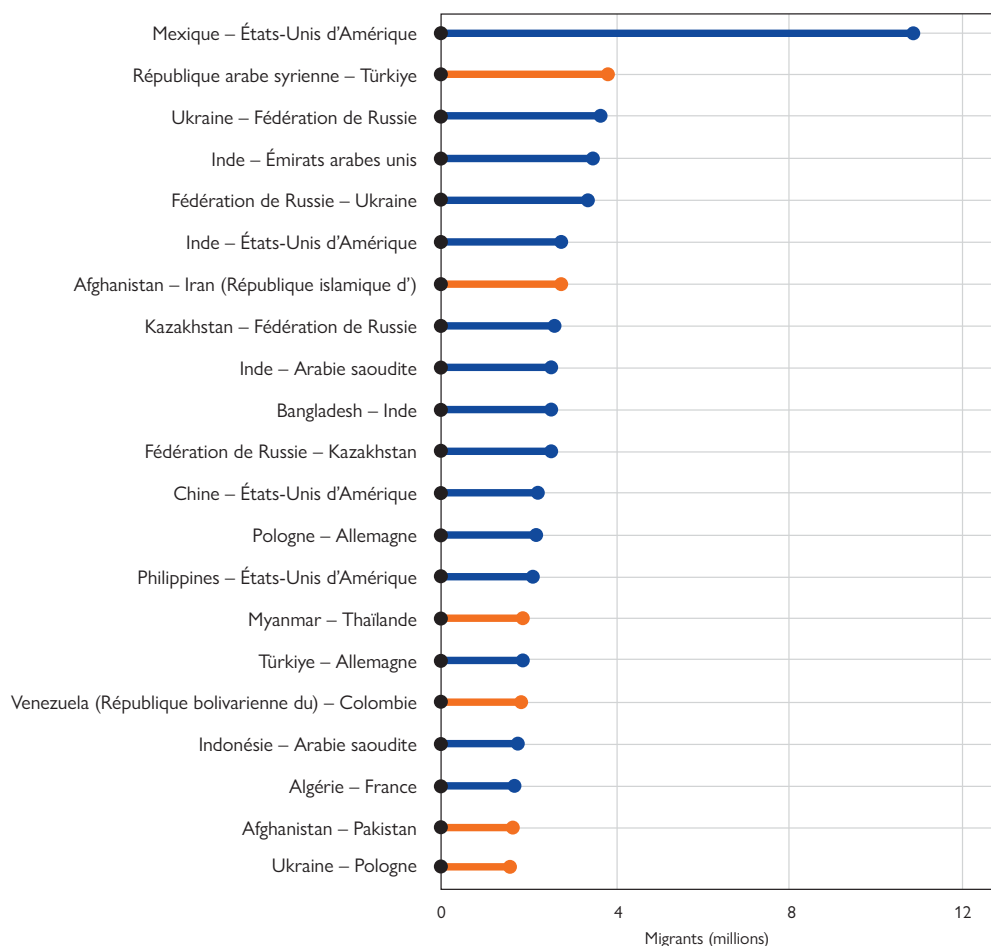
Source : DESA, 2008 et 2021a.

Note : Dans les chiffres relatifs à la population de migrants internationaux du DESA (International Migrant Stock) de 2020, le nombre d'entités (États, territoires et régions administratives) pour lesquelles des données ont été communiquées s'élevait à 232, contre 135 en 1970.

Les données disponibles sur les migrants internationaux comprennent des estimations sur les liens d'origine et de destination entre deux pays, ce qui permet de se faire une idée des couloirs de migration bilatérale existant dans le monde. La taille d'un couloir de migration entre un pays A et un pays B est calculée à partir du nombre de personnes nées dans le pays A qui résidaient dans le pays B à la date de l'estimation. Les couloirs de migration représentent la somme des mouvements migratoires au fil du temps et donnent un instantané de la façon dont les schémas migratoires aboutissent à la formation d'importantes populations nées à l'étranger dans certains pays de destination.

Comme on le voit à la figure 1, le couloir reliant le Mexique aux États-Unis, emprunté par près de 11 millions de personnes, est le plus fréquenté au monde. En deuxième position arrive le couloir reliant la République arabe syrienne à la Türkiye, qui est principalement emprunté par des réfugiés déplacés par la guerre civile qui sévit en République arabe syrienne. Le couloir entre la Fédération de Russie et l'Ukraine occupe la troisième et la cinquième place du classement des plus grands couloirs dans le monde, ce qui s'explique par différentes raisons au fil du temps (telles que les déplacements au départ de l'Ukraine après les invasions du pays par la Fédération de Russie en 2014 et en 2022). La question des réfugiés est analysée plus loin dans le présent chapitre.

Figure 1. Principaux couloirs de migration internationale entre deux pays, 2024



Source : DESA, 2021a ; HCR, 2023a.

Notes : Les couloirs indiquent le nombre de migrants internationaux (en millions) nés dans le premier pays mentionné et résidant dans le second. Les couloirs représentent la somme des mouvements migratoires au fil du temps et donnent un instantané de la façon dont les schémas migratoires aboutissent à la formation d'importantes populations nées à l'étranger dans certains pays de destination.

Les couloirs principalement empruntés par des personnes déplacées sont de couleur orange. Des révisions ont été apportées à la lumière des déplacements massifs au départ de l'Ukraine vers les pays voisins (à la fin d'octobre 2023).

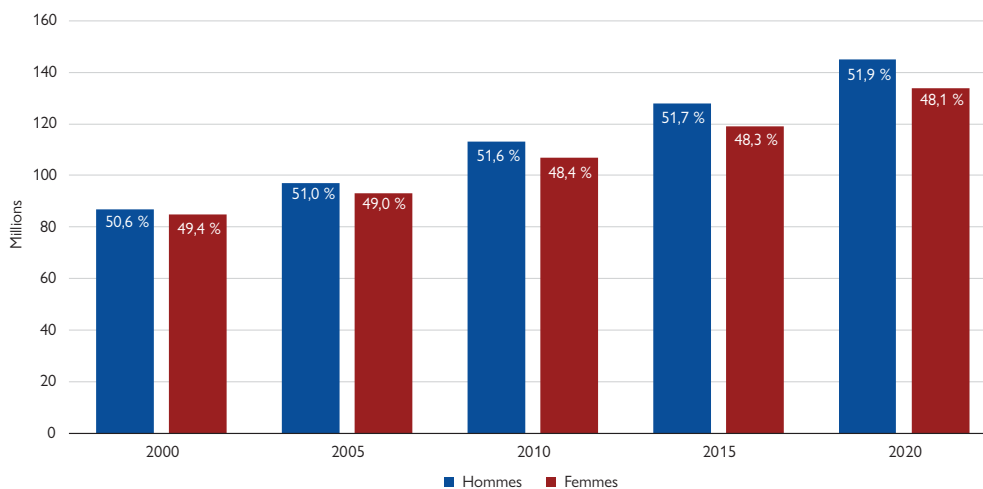
Pourquoi existe-t-il différentes définitions du terme « migrant international » ?

Comme exposé dans l'encadré ci-dessus, le terme « migrant international » fait l'objet de diverses définitions qui peuvent procéder de contextes juridiques, politiques, démographiques ou autre. Tandis que la Commission de statistique des Nations Unies prescrit une définition précise axée sur la naissance à l'étranger, certains analystes proposent d'autres définitions à des fins d'analyse. La définition retenue pour le Rapport sur le développement dans le monde 2023, par exemple, est bien plus restrictive que celle de la Commission de statistique des Nations Unies puis qu'elle exclut des données du DESA sur la population de migrants internationaux les migrants devenus ressortissants du pays dans lequel ils ont émigré. Au lieu de 281 millions de migrants internationaux, la démarche adoptée dans ledit rapport conduit ainsi à analyser un sous-ensemble de 184 millions de migrants. Cette approche plus étroite traduit une conception différente des migrants, qui englobe toutes les catégories administratives (y compris les réfugiés) mais est limitée par la politique en matière de citoyenneté, alors même que l'acceptation de la double nationalité par les États a considérablement progressé ces dernières années. Cela soulève plusieurs questions, par exemple :

- Quelles sont les conséquences pour les migrants et les sociétés de l'impossibilité d'accéder à la citoyenneté, même après des années ou des décennies de résidence, par rapport à ceux bénéficiant d'approches politiques qui permettent d'acquérir la citoyenneté ?
- Cette définition vise-t-elle à nier les importantes contributions des migrants qui sont devenus citoyens d'autres pays (y compris les personnes possédant une double nationalité), telles que la croissance spectaculaire des rapatriements de fonds effectués par ces migrants, qui nourrit toujours plus le développement humain dans le monde ?
- Les obstacles conceptuels à la participation civique sont-ils validés et renforcés par une définition étroite axée sur la citoyenneté, alors même que les résidents non ressortissants ont de plus en plus la possibilité de participer à la vie civique dans les systèmes démocratiques, en particulier dans le cadre d'élections municipales (mais également de certaines élections nationales) ?

Actuellement, il y a plus d'hommes que de femmes parmi les migrants internationaux à l'échelle mondiale, et cet écart s'est creusé au cours des 20 dernières années. En 2000, la répartition hommes/femmes était de 50,6 % contre 49,4 %, soit 88 millions d'hommes migrants et 86 millions de femmes migrantes. En 2020, cette répartition était de 51,9 % contre 48,1 %, soit 146 millions d'hommes migrants et 135 millions de femmes migrantes. La part des femmes migrantes a diminué depuis 2000, tandis que la part des hommes migrants a augmenté de 1,3 point de pourcentage. Voir la figure 2 pour d'autres ventilations par sexe.

Figure 2. Migrants internationaux, par sexe

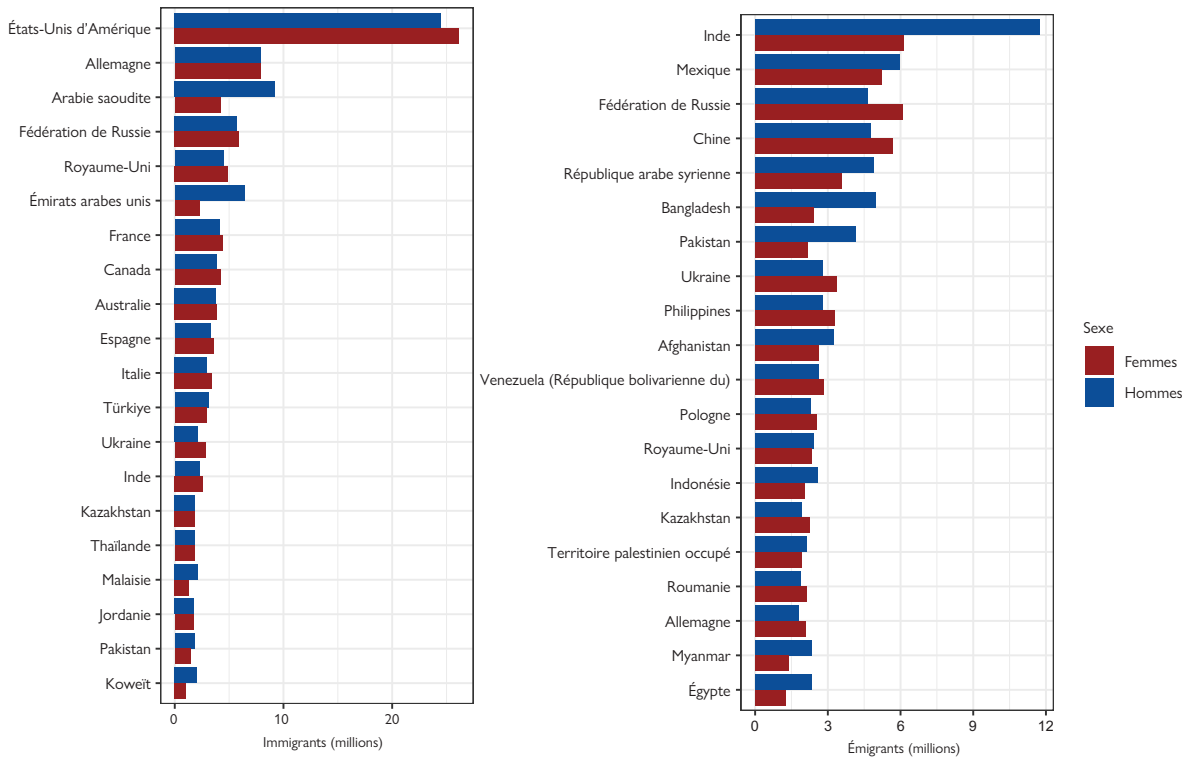


Source : DESA, 2021a.

Un examen des migrants internationaux ventilés par sexe dans les 20 principaux pays de destination et d'origine (figure 3) fait apparaître des tendances claires. On dénombre plus de migrants internationaux femmes qu'hommes dans les pays de destination d'Europe et d'Amérique du Nord comme aux États-Unis d'Amérique, au Canada, en France, en Espagne et en Italie, mais aussi en Inde. En revanche, dans la plupart des pays d'Asie qui figurent dans le classement des 20 principaux pays – en particulier, parmi les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Koweït –, les migrants internationaux hommes sont bien plus nombreux que les femmes, ce qui est lié à la structure des économies (par exemple, la prédominance des secteurs du bâtiment et de la sécurité) ainsi qu'à des facteurs sociaux et relatifs à la sécurité humaine⁷.

⁷ Shah *et al.*, 2018 ; Ullah *et al.*, 2020.

Figure 3. Migrants internationaux, par sexe, 20 principaux pays de destination (à gauche) et d'origine (à droite) (millions)*

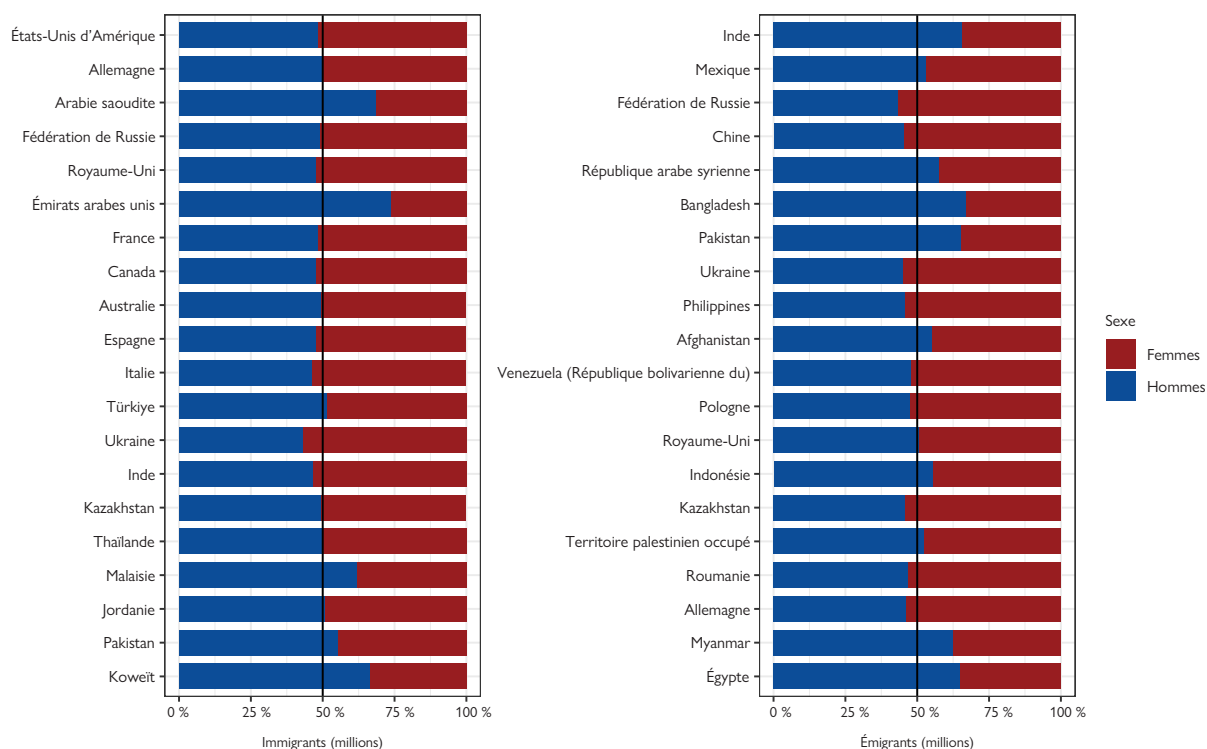


Source : DESA, 2021a.

Note : * Territoires inclus.

En termes de proportion, la répartition des femmes et des hommes dans la population de migrants internationaux est plus ou moins égale dans la plupart des 20 principaux pays de destination (figure 4), à l'exception de plusieurs pays du CCG et de la Malaisie, dans lesquels la proportion d'hommes est bien plus élevée, ainsi qu'en Ukraine, où les immigrantes sont sensiblement plus nombreuses. Ce schéma se retrouve largement dans les 20 principaux pays d'origine, avec des écarts légers seulement entre les femmes et les hommes, à l'exception de quelques pays d'origine tels que l'Inde, la République arabe syrienne, le Bangladesh, le Pakistan, le Myanmar et l'Égypte : la proportion d'hommes dans la population totale des émigrants en provenance de ces pays est importante, et bien supérieure à celle des femmes.

Figure 4. Migrants internationaux, par sexe, 20 principaux pays de destination (à gauche) et d'origine (à droite) – proportion*



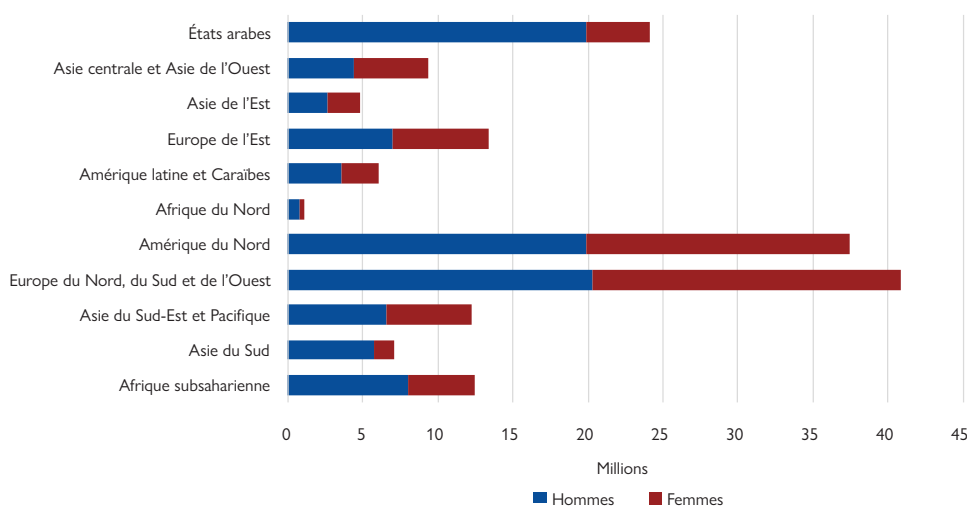
Source : DESA, 2021a.

Notes : Le terme « proportion » désigne la part de migrants femmes ou hommes dans la population totale d'immigrants dans les pays de destination (à gauche) ou dans la population totale d'émigrants en provenance des pays d'origine (à droite).

* Territoires inclus.

Bien que l'ensemble de données sur les travailleurs migrants internationaux géré par l'OIT n'ait pas été actualisé depuis plusieurs années, il fournit des informations complémentaires sur l'écart croissant entre les genres dans la population de migrants internationaux⁸. Comme exposé à la figure 5, 102,4 millions de travailleurs migrants internationaux, soit près de 61 % de leur population totale, résidaient dans trois sous régions : l'Amérique du Nord ; les États arabes ; et l'Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest⁹. Deux régions affichent un déséquilibre marquant dans la répartition des genres parmi les travailleurs migrants : l'Asie du Sud (5,7 millions d'hommes contre 1,4 million de femmes) et les États arabes (19,9 millions d'hommes contre 4,2 millions de femmes). La région des États arabes est l'une des principales destinations des travailleurs migrants internationaux, où ils représentent 41,4 % de l'ensemble de la population active et peuvent être prépondérants dans des secteurs clés.

Figure 5. Répartition géographique des travailleurs migrants par sexe (millions)



Source : OIT, 2021.

Note : Cette figure reprend les régions et sous-régions de l'OIT et n'implique ni reconnaissance ni acceptation officielle de la part de l'OIM. Voir l'appendice A du document de l'OIT, 2021 pour plus d'informations sur les ventilations régionales. La suite de ce chapitre renvoie aux régions géographiques du DESA.

Migrations internationales et tendances démographiques à long terme

Dans certaines parties du monde, les migrations internationales sont devenues un facteur majeur de l'évolution démographique. Dans les pays à revenu élevé, entre 2000 et 2020, la contribution des migrations internationales à la croissance démographique (80,5 millions d'entrées nettes) a dépassé le solde des naissances et des décès (66,2 millions). Dans les décennies à venir, la migration deviendra le seul moteur de croissance démographique dans les pays à revenu élevé. En revanche, dans un avenir proche, la croissance démographique dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur continuera d'être alimentée par un excédent de naissance par rapport aux décès.

⁸ La révision en cours (au moment de la rédaction) repose sur des données de 2019 publiées par l'OIT en 2021 (voir OIT, 2021).

⁹ La catégorie « États arabes » de l'OIT comprend les pays et territoires suivants : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Yémen et Territoire palestinien occupé (*ibid.*).

Entre 2010 et 2021, 40 pays ou régions ont respectivement enregistré un flux entrant net supérieur à 200 000 migrants, et supérieur à 1 million de personnes pour 17 d'entre eux. Dans plusieurs des principaux pays d'accueil, dont la Jordanie, le Liban et la Türkiye, les niveaux élevés d'immigration observés pendant cette période sont principalement dus aux mouvements de réfugiés, en particulier en provenance de la République arabe syrienne.

Dans 10 pays, le flux sortant estimé de migrants était supérieur à 1 million de personnes entre 2010 et 2021. Dans nombre de ces pays, les sorties s'inscrivaient dans le cadre de mouvements de main d'œuvre temporaires, comme au Pakistan (flux net de -16,5 millions), en Inde (-3,5 millions), au Bangladesh (-2,9 millions), au Népal (-1,6 million) et à Sri Lanka (-1,0 million). Dans d'autres pays, tels que la République arabe syrienne (-4,6 millions), la République bolivarienne du Venezuela (-4,8 millions) et le Myanmar (-1,0 million), ce sont l'insécurité et les conflits qui ont alimenté les flux sortants de migrants pendant cette période.

Source : Extrait abrégé du document des Nations Unies *World Population Prospects 2022* (DESA, 2022a).

Flux migratoires internationaux

Alors qu'on dispose de nombreuses données sur les populations de migrants, celles concernant les mouvements migratoires (flux) à l'échelle mondiale sont beaucoup plus limitées. Les estimations du DESA sur les populations de migrants dans le monde sont très fournies et couvrent l'ensemble du globe, alors que la base de données sur les flux migratoires ne porte que sur 45 pays¹⁰. Il est extrêmement difficile d'obtenir des données sur les flux migratoires pour plusieurs raisons. Premièrement, si l'on admet généralement que les flux migratoires internationaux recouvrent les entrées et les sorties dans et depuis des pays, une attention plus grande est portée à l'enregistrement des entrées. Par exemple, si l'Australie ou les États-Unis comptabilisent les mouvements transfrontaliers, de nombreux autres pays ne tiennent compte que des entrées, et non des départs¹¹. En outre, les données sur les flux migratoires dans certains pays proviennent d'actes administratifs se rapportant au statut d'immigration (délivrance/renouvellement/retrait d'un permis de séjour, par exemple), qui sont ensuite utilisés pour obtenir une approximation des flux migratoires. Par ailleurs, il est souvent difficile d'établir une distinction entre les mouvements migratoires et les voyages à d'autres fins que la migration, tels que les voyages touristiques ou les déplacements professionnels¹². Le suivi des mouvements migratoires nécessite également des ressources considérables, des infrastructures et des systèmes informatiques/de connaissance, ce qui pose des difficultés particulières pour les pays en développement, où les capacités de collecte, de gestion, d'analyse et de communication des données sur la mobilité, la migration et d'autres domaines sont souvent limitées. Enfin, la géographie physique de nombreux pays complique considérablement la collecte de données sur les flux migratoires. Par exemple, la gestion des entrées et des frontières est particulièrement difficile dans certaines régions isolées ou aux frontières archipélagiques, où elle est encore compliquée par des traditions de migration informelle à des fins de travail¹³.

¹⁰ DESA, 2015.

¹¹ Koser, 2010 ; McAuliffe et Koser, 2017.

¹² Skeldon, 2018.

¹³ Gallagher et McAuliffe, 2016.

Amalgame entre « migration » et « migrant »

Au sens général du terme, la migration s'entend de tout déplacement d'un endroit à un autre. Migrer signifie se déplacer, que ce soit d'une zone rurale vers une ville, d'un district ou d'une province d'un pays donné vers un autre district ou une autre province du même pays, ou d'un pays à un autre. Migrer implique une action.

En revanche, un migrant est une personne désignée comme telle pour une ou plusieurs raisons, selon le contexte (voir supra, l'encadré intitulé « Définir la migration, les migrants et d'autres termes clés »). Si, dans de nombreux cas, les « migrants » entreprennent effectivement, sous une forme ou une autre, une migration, il n'en est pas toujours ainsi.

Il arrive que des personnes n'ayant jamais migré soient qualifiées de migrants – les enfants de personnes nées à l'étranger, par exemple, sont couramment appelés migrants de la deuxième ou de la troisième génération^a. Ce phénomène peut même s'étendre à des situations d'apatridie, où des groupes entiers de personnes ne peuvent accéder à la citoyenneté bien qu'elles soient nées et aient grandi dans un pays. Ces personnes peuvent même être qualifiées de migrants irréguliers par les autorités^b.

^a Voir, par exemple, Neto, 1995; Fertig et Schmidt, 2001.

^b Kyaw, 2017.

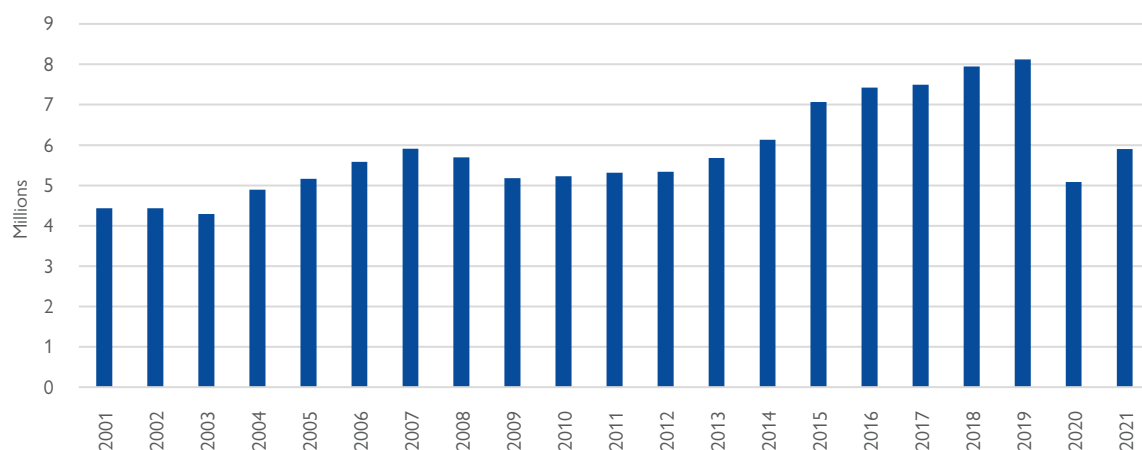
Il existe actuellement deux grands ensembles de données sur les flux migratoires internationaux, tous deux établis à partir de statistiques nationales : celui du DESA, intitulé « International Migration Flows », et la Base de données sur les migrations internationales de l'OCDE. Depuis 2005, le DESA rassemble des données sur les flux de migrants internationaux à destination et en provenance d'un certain nombre de pays, sur la base de statistiques disponibles à l'échelle nationale. Au moment de la rédaction du présent Rapport (octobre 2023), la version la plus récente de l'ensemble de données sur les flux du DESA datait de 2015. Celle-ci comprend des données provenant de 45 pays, contre 29 pays en 2008 et 15 en 2005¹⁴.

L'OCDE recueille des données sur les flux migratoires internationaux depuis 2000, ce qui permet d'analyser les tendances dans un sous-ensemble de grands pays de destination, comme le montre la figure 6 (bien que les données ne soient pas normalisées, ainsi qu'il est indiqué dans la note sous la figure). D'après les données disponibles les plus récentes, les entrées permanentes ont chuté en 2020 par rapport à l'année précédente, à la suite des fermetures de frontières et des restrictions de mouvement liées à la pandémie de COVID-19. En 2019, plus de 8 millions d'entrées avaient été enregistrées. Ce chiffre a chuté à quelque 5 millions en 2020, mais est depuis reparti à la hausse pour s'établir à 5,9 millions en 2021 (travailleurs migrants et migrants pour raisons humanitaires inclus). Selon des estimations récentes de l'OCDE, en 2022, le nombre d'entrées a encore augmenté par rapport à 2021, principalement dans le contexte de déplacements humanitaires¹⁵.

¹⁴ Pour des données du DESA sur les flux migratoires ainsi que des informations sur les différents pays considérés, voir DESA, 2015.

¹⁵ Dumont, 2023 ; OCDE, 2023.

Figure 6. Entrées de ressortissants étrangers dans les pays de l'OCDE, migration permanente, 2001-2021 (millions)



Source: OCDE, s.d.a.

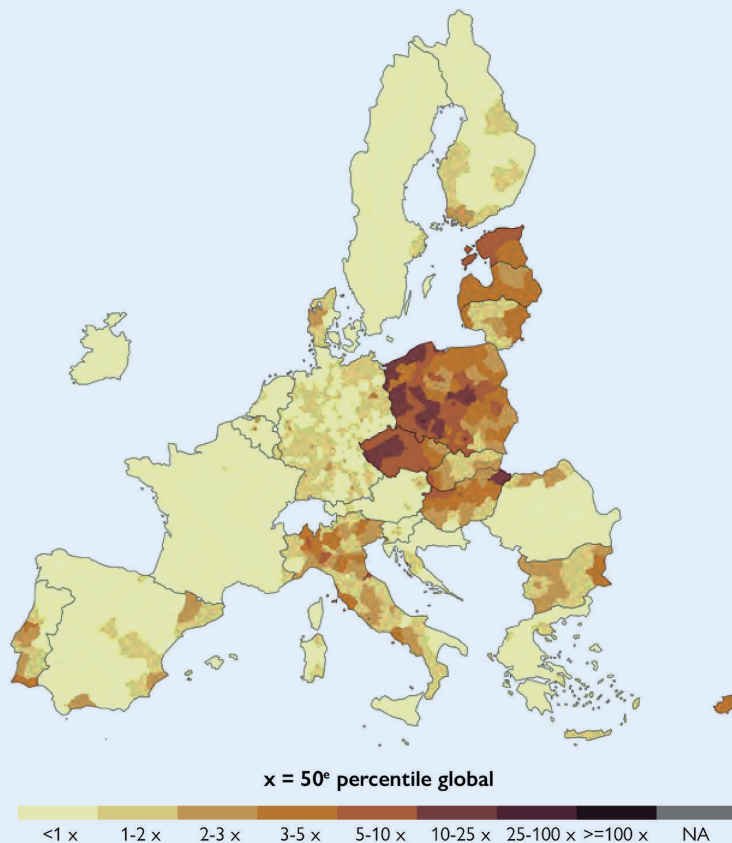
Note: Les données ne sont pas normalisées et diffèrent donc des statistiques sur les entrées permanentes dans un certain nombre de pays qui sont reproduites dans les Perspectives des migrations internationales de l'OCDE. Les 35 pays généralement inclus dans les statistiques de l'OCDE sont les suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, République de Corée, Royaume des Pays-Bas, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie et Türkiye. Pour certaines années, les données concernant certains pays n'ont pas été communiquées : des données étaient disponibles pour 31 pays en 2000. Il convient de noter que les données concernant la Grèce n'ont pas été transmises entre 2000 et 2004, et que celles concernant la Türkiye n'ont été communiquées que pour 2010, 2016, 2017 et 2018. Pour des notes explicatives, veuillez consulter les Perspectives des migrations internationales de l'OCDE.

Collaboration avec le secteur privé aux fins de nouvelles données permettant d'améliorer la compréhension des flux

Cela fait plusieurs années que le secteur privé offre de nouvelles sources de données utiles dans un certain nombre de domaines des statistiques relatives à la migration. Par exemple, le programme Data for Good at Meta, qui établit des ensembles de données respectueux de la vie privée pour faire avancer les questions sociales, modélise les déplacements dus à des phénomènes météorologiques à la faveur d'un partenariat avec l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) depuis 2018. Ces outils ont été utilisés par l'IDMC et d'autres acteurs pour trianguler les sources officielles sur les déplacements après des phénomènes majeurs tels que le typhon Hagibis, qui est le typhon le plus puissant à avoir touché les îles principales du Japon en plusieurs décennies.

Plus récemment, des chercheurs de l'Université Harvard, du Centre commun de recherche de la Commission européenne et de Meta ont publié dans la série Migration Research de l'OIM un article sur de nouvelles données agrégées provenant de médias sociaux qui permettent d'anticiper les flux migratoires dus à des conflits dans le contexte de la guerre en Ukraine. Ils ont constaté que l'indice de connectivité sociale de Facebook, accessible au public, est un bon indicateur des populations des diasporas dans les 27 États membres de l'Union européenne, ce qui constitue en soi un outil de prévision des itinéraires de déplacement des personnes déracinées par un conflit.

Indice de connectivité sociale de Facebook (Ukraine vers UE-27, NUTS-3)



Source : Minora et al., 2023.

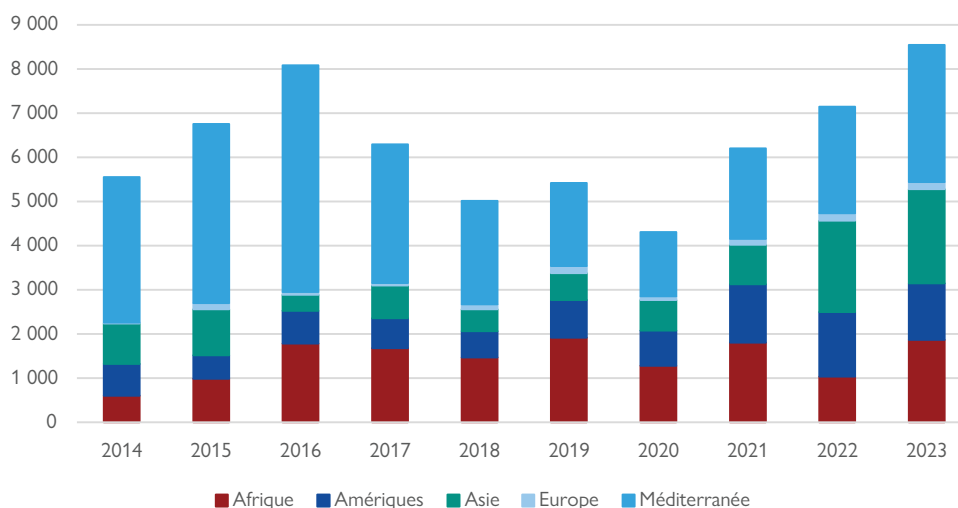
Meta et ses collaborateurs ont entrepris des recherches supplémentaires sur la prévision des flux migratoires internationaux à partir d'éléments présentés lors du troisième Forum international sur les statistiques migratoires. L'OIM et d'autres collaborateurs ont contribué à orienter l'élaboration d'un ensemble de données mondial, prévu pour 2024, qui permettra d'estimer les flux migratoires internationaux et d'analyser les tendances entre des couples de pays pendant les années de la pandémie de COVID-19. Ce nouvel ensemble de données international contribuera de manière déterminante à la compréhension des flux migratoires internationaux, en particulier dans les pays en développement où l'on dispose rarement de données sur les flux. Les partenariats comme ceux noués avec Meta ont le potentiel d'améliorer sensiblement le calcul des statistiques sur la migration dans les années à venir.

Flux migratoires risqués

Certaines routes migratoires posent bien plus de problèmes que d'autres, tant pour les migrants que pour les autorités. Les voyages des migrants peuvent parfois se solder par une issue dangereuse, voire mortelle, qui est souvent liée à divers facteurs sociaux, politiques, économiques, environnementaux et stratégiques pouvant avoir un impact profond sur la façon dont le voyage de migration est entrepris¹⁶. Au lendemain des événements tragiques survenus en octobre 2013, au cours desquels plus de 360 personnes ont trouvé la mort lors du naufrage de deux bateaux à proximité de Lampedusa (Italie), l'OIM a commencé à recueillir et à rassembler des informations sur les migrants qui périssent ou sont portés disparus le long des routes de migration du monde entier dans le cadre de son projet sur les migrants portés disparus¹⁷. Les données proviennent de documents officiels des garde-côtes et des médecins, de reportages publiés par les médias, de rapports d'organisations non gouvernementales et d'organismes des Nations Unies, et d'entretiens avec des migrants¹⁸.

Le nombre de décès enregistrés en 2023 (plus de 8 500) est le plus élevé depuis 2016, et s'inscrit dans le cadre d'une hausse marquée observée par rapport aux trois années précédentes, en particulier par rapport à 2020, année lors de laquelle, en raison de la pandémie de COVID-19 et des restrictions à la mobilité connexes, le nombre total de décès avait diminué (figure 7). Entre 2014 et la fin de 2023, plus de 63 000 décès et disparitions ont été enregistrés le long des routes migratoires dans le cadre du projet de l'OIM sur les migrants portés disparus. En glissement annuel, le nombre de décès a augmenté en Méditerranée, en Afrique et en Asie en 2023, avec un nombre inédit de vies perdues dans ces deux dernières régions¹⁹.

Figure 7. Décès de migrants par région, 2014-2023



Note: Les données comprennent les décès enregistrés et les personnes portés disparus. Pour plus d'informations sur la méthodologie et les régions géographiques, voir la page Web du [projet sur les migrants portés disparus](#).

¹⁶ McAuliffe et al., 2017.

¹⁷ Voir <https://missingmigrants.iom.int/>.

¹⁸ OIM, 2020a.

¹⁹ OIM, s.d., 2023a et 2024.

Les difficultés rencontrées pour recueillir les données dans le cadre du projet sur les migrants portés disparus sont de taille. Par exemple, la plupart des décès enregistrés concernent des personnes qui pour éviter d'être repérées empruntent des itinéraires clandestins, souvent par la mer ou dans des zones reculées, ce qui signifie que les corps sont rarement retrouvés. Peu de sources officielles recueillent et publient des données sur les décès de migrants. Il peut être hasardeux de se fier aux témoignages d'autres migrants et aux médias en raison de leurs inexactitudes et de leurs lacunes. Néanmoins, le projet met en lumière un sujet jusque-là négligé et peu étudié, soulignant ainsi la nécessité de s'attaquer à cette question tragique toujours d'actualité, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

Répercussions de la COVID-19 sur la mobilité

La COVID-19 représente la pandémie la plus grave depuis un siècle. La forte contagiosité du virus, couplée à l'apparition de variants et à la gravité de la maladie, a forcé les décideurs à s'aventurer sur des terrains jusque-là inexplorés. Si le gros des efforts a porté sur la riposte à la crise sanitaire mondiale (dépistage, traitement, conception de vaccins et programmes de vaccination, par exemple), certains d'entre eux se sont traduits par des changements radicaux dans la liberté de circulation des personnes dans le monde entier, ce qui a eu de lourdes répercussions sur la mobilité humaine à l'échelle mondiale. L'immobilité engendrée par la COVID-19 est devenue un puissant facteur de perturbation des migrations²⁰.

Les gouvernements du monde entier ont mis en œuvre diverses mesures pour limiter la propagation du virus, parmi lesquelles un éventail de restrictions, mises en place dès le début de 2020, qui ont évolué au fil du temps. Afin de tracer les réponses politiques adoptées dans le monde, de nouveaux ensembles de données ont été créés, tels que le COVID-19 Government Response Tracker de l'Université d'Oxford²¹. Cet outil a enregistré toutes sortes de mesures prises par les gouvernements du monde entier, telles que des mesures de confinement, la fermeture des lieux de travail, la fermeture des écoles, la limitation des rassemblements, la restriction de la circulation sur le territoire national et les mesures de restriction des voyages internationaux. L'OIM a commencé à répertorier les restrictions de voyage dans le monde dès le début de la pandémie en s'appuyant sur divers ensembles de données, dont les résultats sont publiés sur son tableau de bord sur les incidences de la COVID-19 sur la mobilité²².

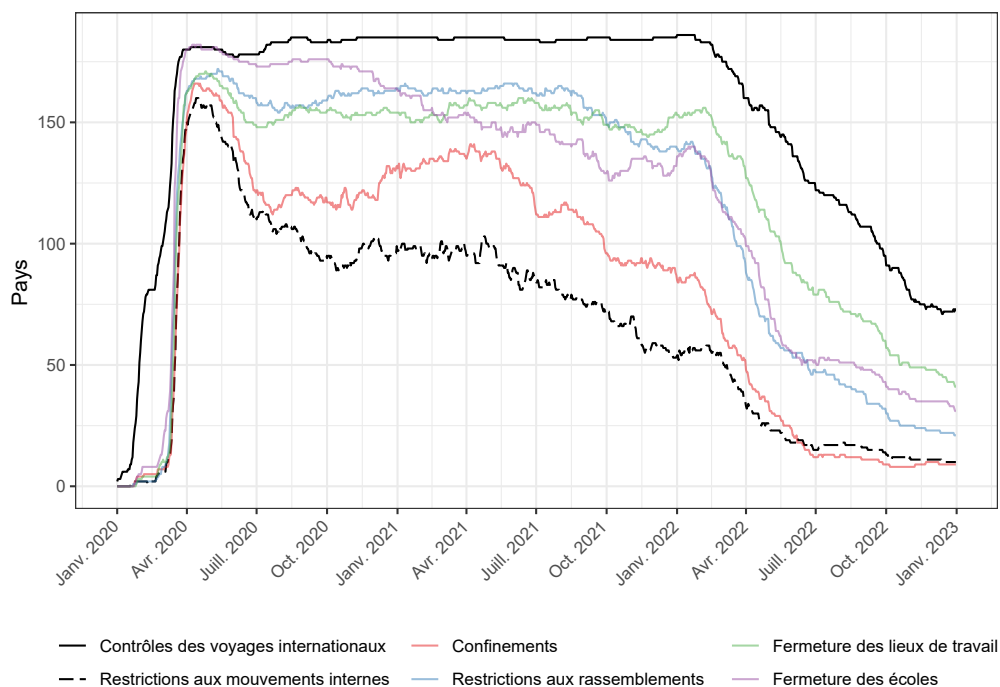
Dans l'ensemble, l'immense majorité des pays du monde entier ont rapidement mis en place des mesures de restriction de voyage – internes et internationales – pour cause de COVID-19, surtout entre la fin de mars et le début d'avril 2020 (voir la figure 8). Si les restrictions à la mobilité internationale étaient plus susceptibles d'être mises en place au début de la pandémie, on constate néanmoins que les mesures de lutte contre la maladie étaient plus variées au cours des premières semaines (y compris le dépistage précoce), probablement parce que les gouvernements avaient besoin d'évaluer la gravité de la crise dans une période d'incertitude inédite. Une fois que les pays ont pris conscience de la gravité de la COVID-19, on a assisté à une forte hausse des restrictions de voyage internes et internationales.

²⁰ McAuliffe, 2020.

²¹ Hale *et al.*, 2023.

²² Voir <https://migration.iom.int/fr>.

Figure 8. Mesures gouvernementales prises pour réduire la transmission de la COVID-19, par nombre de pays

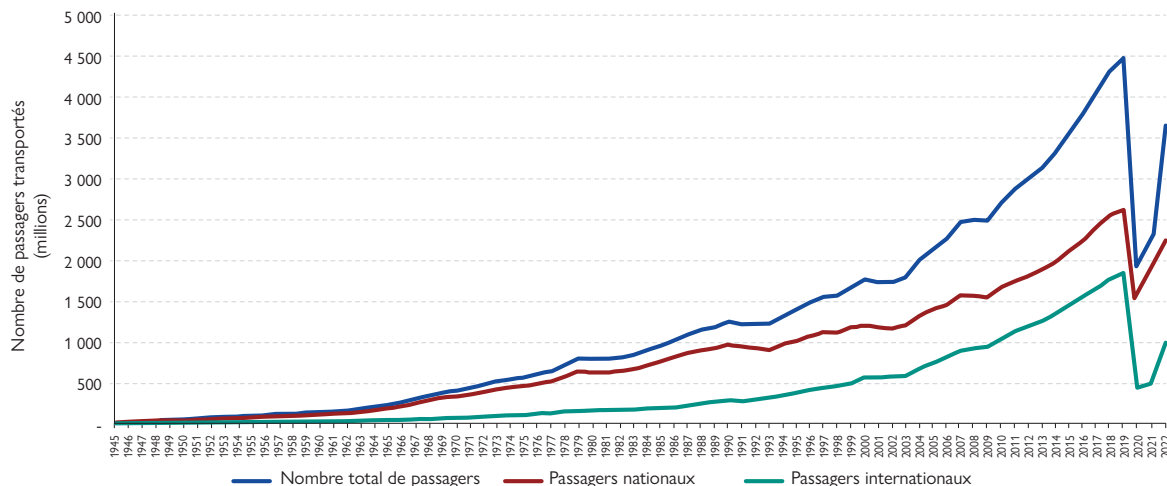


Source : Hale et al., 2023.

Notes : Au 1^{er} janvier 2023. L'expression «contrôles des voyages internationaux» est utilisée par Oxford et recouvre le filtrage des arrivées, la mise en quarantaine des arrivants, l'interdiction des arrivées ou la fermeture complète des frontières. Il est important également de noter que les catégories sont uniquement liées à la COVID-19 et ne reflètent pas les autres restrictions de voyage qui ont pu être mises en place, telles que celles liées aux visas, les interdictions d'entrée ciblant certains ressortissants et les restrictions au départ/à la sortie.

Les effets des restrictions aux voyages liées à la COVID-19 apparaissent très clairement lorsqu'on examine les données relatives au transport aérien de passagers. On constate en effet que ces restrictions ont eu un impact majeur sur les voyages internationaux et nationaux en 2020. Le nombre total de passagers transportés a chuté de 60 %, passant d'environ 4,5 milliards en 2019 à 1,8 milliard en 2020 (figure 9). Il est reparti à la hausse en 2021 lorsque les pays ont assoupli les restrictions à la mobilité, et s'élevait à plus de 3,5 milliards à la fin de 2022.

Figure 9. Passagers transportés par avion dans le monde, 1945-2022



Source : OACI, 2023.

Des données, travaux et analyses supplémentaires sont présentés dans le chapitre thématique 9 du présent Rapport, qui fait le point sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur la migration et la mobilité à l'échelle mondiale.

Rapatriements de fonds internationaux

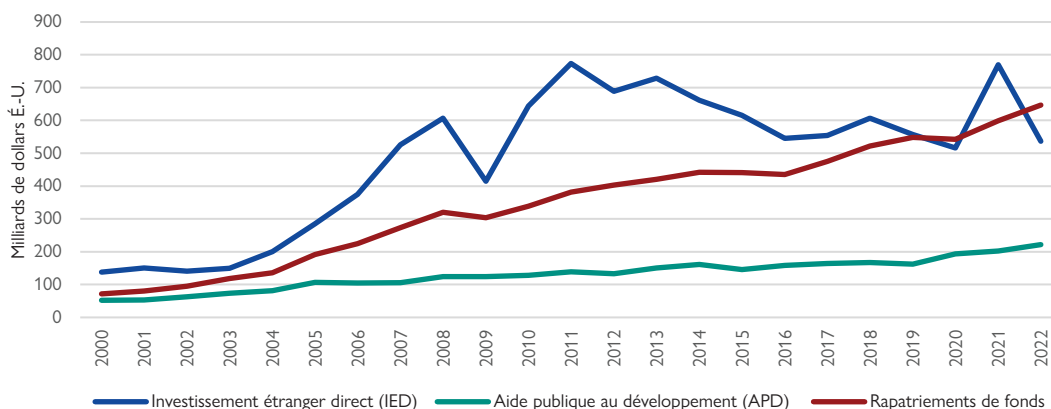
Les rapatriements de fonds sont des transferts financiers ou en nature effectués directement par les migrants à l'intention de leur famille ou de leur communauté dans leur pays d'origine. La Banque mondiale rassemble des données mondiales sur les rapatriements de fonds internationaux, malgré les innombrables lacunes en matière de données, les différences de définition et les difficultés méthodologiques rencontrées pour rassembler des statistiques exactes²³.

²³ Sauf indication contraire, les informations de la présente sous-section sont tirées et adaptées des données de la Banque mondiale concernant la migration et les rapatriements de fonds (Banque mondiale, s.d.a). Les principales sources d'information utilisées sont les suivantes : les ensembles de données annuels de la Banque mondiale concernant les rapatriements de fonds (*ibid.*), le document Migration and Development Brief 38 (Ratha *et al.*, 2023) et le communiqué de presse du 13 juin (Banque mondiale, 2023b). Pour des notes explicatives et une analyse plus approfondie, et les avertissements, limites et méthodes associés aux chiffres et tendances présentés ici, prière de se reporter à ces sources ainsi qu'au Recueil de statistiques sur les migrations et les envois de fonds de la Banque mondiale, notamment à la dernière édition datant de 2016.

Cependant, ces données ne tiennent pas compte des flux non enregistrés qui passent par des voies formelles ou informelles, si bien que l'ampleur réelle des fonds rapatriés à l'échelle mondiale est probablement supérieure aux estimations disponibles²⁴. La pandémie a mis en évidence ce problème : en effet, les flux de rapatriements de fonds internationaux ont enregistré des résultats très positifs en 2020, démentant les prévisions catastrophiques initiales ; ces résultats s'expliquent en partie par un recours accru aux voies formelles à cause des restrictions à la mobilité liées à la COVID-19, entre autres raisons²⁵. En dépit de ces problèmes, les données disponibles font apparaître depuis quelques années une tendance à la hausse sur le long terme, les rapatriements de fonds internationaux étant passés de 128 milliards de dollars É.-U. en 2000 à 831 milliards de dollars É.-U. en 2022²⁶.

Les rapatriements de fonds internationaux ont repris après la baisse enregistrée en 2020 due à la pandémie de COVID-19. À l'échelle mondiale, les migrants ont rapatrié des fonds estimés à 831 milliards de dollars É.-U. en 2022, un chiffre en progression par rapport aux 791 milliards de dollars É.-U. enregistrés en 2021, et nettement supérieur aux 717 milliards de dollars É.-U. enregistrés en 2020²⁷. Comme les années précédentes, les pays à revenu faible et intermédiaire ont continué de recevoir des flux considérables de rapatriements de fonds, qui ont augmenté de 8 % entre 2021 et 2022, passant de 599 milliards de dollars É.-U. à 647 milliards de dollars É.-U.. Depuis le milieu des années 1990, les rapatriements de fonds internationaux sont de loin supérieurs à l'aide publique au développement, définie comme étant l'aide des pouvoirs publics destinée à promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement. Depuis peu, ils dépassent également les investissements étrangers directs (voir la figure 10 ci-après)²⁸.

Figure 10. Flux de rapatriements de fonds internationaux à destination des pays à revenu faible et intermédiaire (2000-2022)



Sources : Banque mondiale, s.d.b (rapatriements de fonds) ; Banque mondiale, s.d.c (données relatives à l'IED et à l'APD tirées des indicateurs du développement dans le monde) (pages consultées le 17 juin 2023).

Note : Tous les montants sont exprimés en milliards de dollars É.-U. courants (valeur nominale).

²⁴ Banque mondiale, 2016.

²⁵ Fonds monétaire international (FMI), 2020 ; OIM, 2020b, 2020c, 2020d et 2021.

²⁶ Il convient de noter qu'après les attentats du 11 septembre 2001, des canaux informels, tels que les systèmes hawala, ont dû être abandonnés pour certains rapatriements de fonds, au profit de canaux formels. Voir El Qorchi et al., 2003.

²⁷ Ratha et al., 2023.

²⁸ Voir par exemple OCDE (s.d.b), qui contient également des données sur l'aide publique au développement. De plus en plus de travaux étudient les incidences de cette tendance sur le développement et d'un point de vue économique et social.

En 2022, l'Inde, le Mexique, la Chine, les Philippines et la France ont été (dans l'ordre décroissant) les cinq premiers pays bénéficiaires de rapatriements de fonds, l'Inde arrivant toutefois loin en tête avec plus de 111 milliards de dollars É.-U. reçus, ce qui en fait le premier pays à atteindre et dépasser la barre des 100 milliards de dollars É.-U.. Le Mexique se classait deuxième pays bénéficiaire de rapatriements de fonds en 2022, une place qu'il occupait déjà en 2021 après avoir devancé la Chine, qui se classait traditionnellement deuxième derrière l'Inde. En 2022, deux pays du G7, la France et l'Allemagne, comptaient toujours parmi les 10 principaux pays bénéficiaires dans le monde, un classement qu'elles occupent depuis plus d'une décennie (voir le tableau 2). Il convient toutefois de noter que la majorité des flux entrants ne sont pas des transferts aux ménages, mais les salaires des travailleurs frontaliers qui travaillent en Suisse, tout en résidant en France ou en Allemagne²⁹.

Les pays à revenu élevé sont presque toujours la principale source de rapatriements de fonds internationaux. Depuis des décennies, les États-Unis d'Amérique sont invariablement le premier pays d'origine des rapatriements de fonds dans le monde (79,15 milliards de dollars É.-U. en 2022), devant l'Arabie saoudite (39,35 milliards de dollars É. U.), la Suisse (31,91 milliards de dollars É.-U.) et l'Allemagne (25,60 milliards de dollars É.-U.). Si les Émirats arabes unis comptent habituellement parmi les 10 principaux pays d'origine des rapatriements de fonds dans le monde, leurs données ne figurent pas dans les données publiées par la Banque mondiale en juin 2022. Parallèlement à son statut de pays bénéficiaire majeur, la Chine (classée par la Banque mondiale parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure) a aussi été une source importante de rapatriements de fonds internationaux, avec 18,26 milliards de dollars É.-U. en 2022, malgré la baisse accusée par rapport aux 23 milliards de dollars É.-U. enregistrés en 2021.

Tableau 2. Dix principaux pays de destination/d'origine des rapatriements de fonds internationaux (2010-2022) (milliards de dollars É.-U. courants)

Principaux pays de destination des rapatriements de fonds							
2010		2015		2020		2022	
Inde	53,48	Inde	68,91	Inde	83,15	Inde	111,22
Chine	52,46	Chine	63,94	Chine	59,51	Mexique	61,10
Mexique	22,08	Philippines	29,80	Mexique	42,88	Chine	51,00
Philippines	21,56	Mexique	26,23	Philippines	34,88	Philippines	38,05
France	19,90	France	24,07	Égypte	29,60	France	30,04
Nigéria	19,75	Nigéria	20,63	France	28,82	Pakistan	29,87
Allemagne	12,79	Pakistan	19,31	Pakistan	26,09	Égypte	28,33
Égypte	12,45	Égypte	18,33	Bangladesh	21,75	Bangladesh	21,50
Belgique	10,99	Allemagne	15,57	Allemagne	19,32	Nigéria	20,13
Bangladesh	10,85	Bangladesh	15,30	Nigéria	17,21	Allemagne	19,29

²⁹ Eurostat, 2020.

Principaux pays d'origine des rapatriements de fonds							
2010		2015		2020		2022	
États-Unis	50,53	États-Unis	60,72	États-Unis	66,54	États-Unis	79,15
Arabie saoudite	27,07	Émirats arabes unis	40,70	Émirats arabes unis	43,35	Arabie saoudite	39,35
Fédération de Russie	21,45	Arabie saoudite	38,79	Arabie saoudite	34,60	Suisse	31,91
Suisse	18,51	Suisse	26,03	Suisse	29,64	Allemagne	25,60
Allemagne	14,68	Fédération de Russie	19,69	Allemagne	22,45	Chine	18,26
Italie	12,88	Allemagne	18,25	Chine	18,30	Koweït	17,74
France	12,03	Koweït	15,20	Koweït	17,36	Luxembourg	15,51
Koweït	11,86	France	12,79	Fédération de Russie	16,87	Pays-Bas (Royaume des)	15,41
Luxembourg	10,66	Qatar	12,19	France	14,78	France	14,44
Émirats arabes unis	10,57	Luxembourg	11,23	Pays-Bas (Royaume des)	14,31	Qatar	12,29

Source : Banque mondiale, s.d.b.

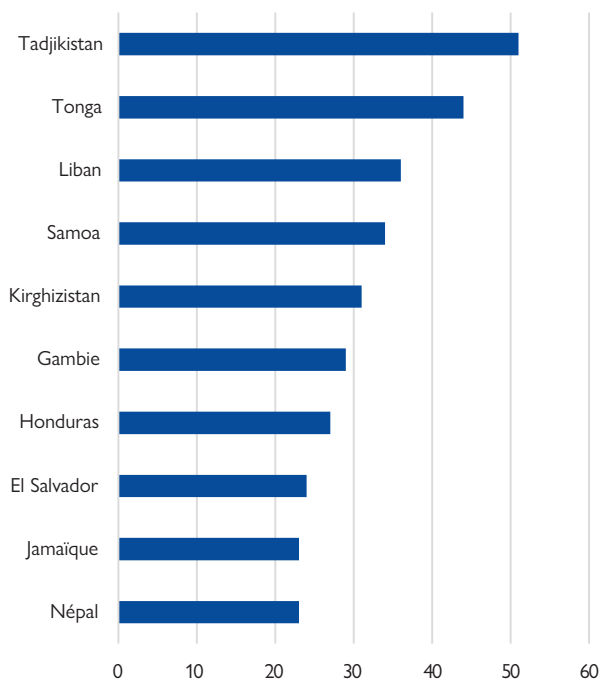
Notes : Tous les montants sont exprimés en milliards de dollars É.-U. courants (valeur nominale). Les Émirats arabes unis ne sont pas pris en compte pour l'année 2022, car leurs données sur les rapatriements de fonds n'ont pas été actualisées.

Pour ce qui est de la dépendance aux rapatriements de fonds internationaux, il n'existe pas de consensus sur la façon de définir la « dépendance excessive » à l'égard des fonds rapatriés de l'étranger. On la mesure généralement en calculant le rapport entre les rapatriements de fonds et le produit intérieur brut (PIB). En 2022, les cinq principaux pays de destination des rapatriements de fonds en pourcentage du PIB étaient le Tadjikistan (51 %), les Tonga (44 %), le Liban (36 %), le Samoa (34 %) et le Kirghizistan (31 %) (voir la figure 11). Une forte dépendance à l'égard des fonds rapatriés peut nourrir une culture de dépendance dans le pays bénéficiaire, ce qui risque non seulement de réduire la participation au marché du travail, mais aussi de ralentir la croissance économique³⁰. Une trop grande dépendance à l'égard des rapatriements de fonds rend également l'économie plus vulnérable aux variations subites du volume des fonds rapatriés ou aux fluctuations des taux de change³¹.

³⁰ Amuedo-Dorantes, 2014.

³¹ Ghosh, 2006.

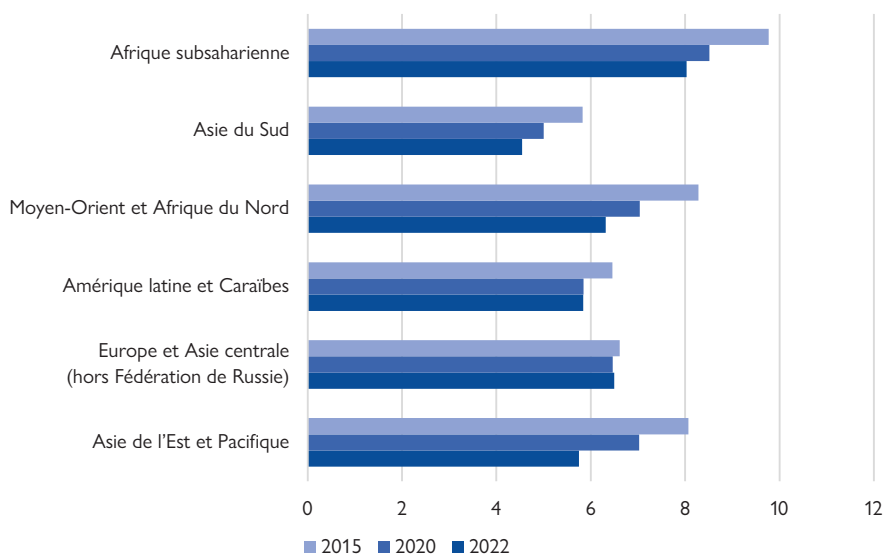
Figure 11. Dix principaux pays destinataires de rapatriements de fonds internationaux en pourcentage du PIB, 2022



Source : Ratha *et al.*, 2023.

L'objectif de développement durable (ODD) 10.c engage les pays à faire baisser au-dessous de 3 % les coûts de transaction des envois de fonds effectués par les migrants³². Cet objectif de 3 % vise le coût moyen dans le monde de l'envoi de 200 dollars É.-U.. Si le coût des rapatriements de fonds a progressivement baissé au cours des dernières années dans plusieurs régions (voir la figure 12), il reste élevé et bien supérieur au taux défini dans l'ODD 10. En 2022, les coûts moyens les plus faibles étaient enregistrés en Asie du Sud (4,6 %), devant l'Asie de l'Est et le Pacifique ainsi que l'Amérique latine et les Caraïbes (les deux régions affichant un taux d'environ 5,8 %). L'Afrique subsaharienne affiche systématiquement le coût moyen d'envois de fonds le plus élevé, qui s'élevait à plus de 8 % en 2022, soit plus du double du taux défini dans l'ODD.

Figure 12. Coût moyen de l'envoi de 200 dollars É.-U. par région du monde, 2015-2022 (%)



Source : Banque mondiale, s.d.a (page consultée le 2 juillet 2023).

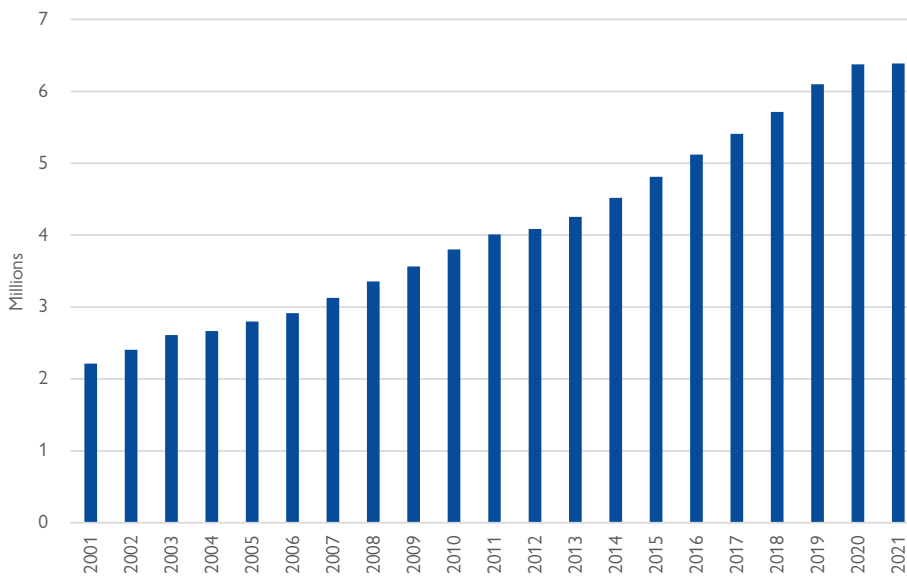
Note : Cette figure reprend les régions géographiques de la Banque mondiale. Sont exclues de l'analyse la Fédération de Russie et les anciennes républiques soviétiques, car celles-ci utilisent les systèmes de paiement intégrés de l'ex-URSS. Les prestataires de services d'envoi de fonds de ces pays ne sont pas comparables à ceux des autres pays, qui supportent des frais élevés lorsqu'ils doivent faire le lien entre les systèmes de paiement nationaux de deux pays.

³² Nations Unies, s.d.

Étudiants internationaux

Le nombre d'étudiants en mobilité internationale dans le monde a considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies, comme l'indiquent les données recueillies par l'UNESCO³³. Alors qu'en 2001, ils étaient à peine plus de 2,2 millions, une dizaine d'années plus tard, ils étaient plus de 3,8 millions. Leur nombre n'a cessé de croître dans les années qui ont suivi pour atteindre plus de 6 millions en 2021 – presque trois fois plus que 20 ans auparavant. En dépit de la pandémie de COVID-19 et des restrictions à la mobilité connexes, le nombre d'étudiants en mobilité internationale est resté stable (figure 13). Entre 2020 et 2021 – au plus fort de la pandémie –, leur nombre a contre toute attente légèrement progressé (de 6,38 millions à 6,39 millions).

Figure 13. Étudiants internationaux dans le monde, 2001-2021

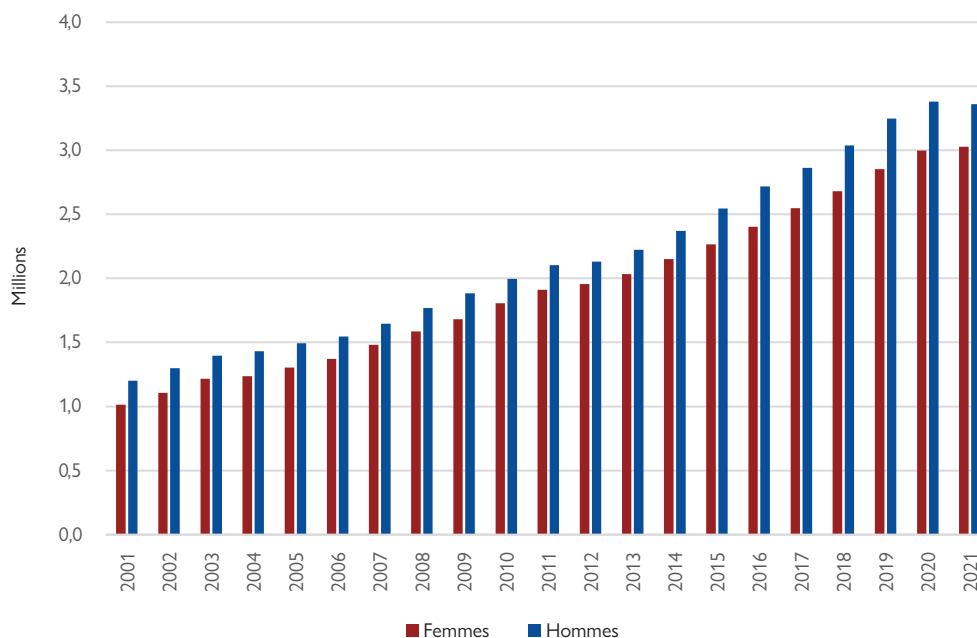


Source : Institut de statistique de l'UNESCO, s.d. (page consultée le 15 septembre 2023).

³³ Institut de statistique de l'UNESCO, s.d.

La population d'étudiants en mobilité internationale a toujours été genrée, les étudiants masculins étant systématiquement plus nombreux que les étudiantes. En 2001, on comptait environ 1 million d'étudiantes en mobilité internationale (soit 45 % de la population) et 1,2 million d'étudiants masculins (54 %). Bien que cet écart se soit réduit au cours des 20 dernières années, le nombre d'étudiantes en mobilité internationale demeure inférieur à celui de leurs homologues masculins (figure 14). En 2021, environ 3 millions d'étudiants en mobilité internationale étaient des femmes (47 %), et quelque 3,4 millions (52 %) étaient des hommes.

Figure 14. Étudiants en mobilité internationale dans le monde par genre, 2001-2021 (millions)



Source : Institut de statistique de l'UNESCO, s.d. (page consultée le 15 septembre 2023).

Les pays d'Asie génèrent le plus grand nombre d'étudiants en mobilité internationale dans le monde. En 2021, plus d'un million d'étudiants en mobilité internationale étaient originaires de Chine, un nombre largement inégalé dans le monde et près de deux fois supérieur au nombre d'étudiants originaires d'Inde, qui se classe deuxième (environ 508 000 étudiants). Parmi les autres principaux pays d'origine figurent le Viet Nam, l'Allemagne et l'Ouzbékistan (environ 100 000 étudiants chacun), quoiqu'à un niveau bien inférieur à celui des deux grands pays d'origine. Les États-Unis sont le premier pays de destination des étudiants en mobilité internationale (plus de 833 000 étudiants), devant le Royaume-Uni (près de 601 000 étudiants), l'Australie (environ 378 000 étudiants), l'Allemagne (plus de 376 000 étudiants) et le Canada (près de 318 000 étudiants).

Programme d'évaluation sanitaire de l'OIM

Le Programme d'évaluation sanitaire dans le contexte migratoire de l'OIM mène des activités sanitaires précédant la migration au profit de bénéficiaires du monde entier. En 2022, plus de 904 000 évaluations sanitaires ont été effectuées dans le contexte migratoire, 15 % concernant des réfugiés et 85 % des immigrants. Il s'agit du chiffre annuel le plus élevé depuis la création du programme, le nombre de dossiers ayant enregistré une forte hausse après la baisse due à la pandémie de COVID-19.

La Division Migration et santé de l'OIM assure et soutient des programmes de santé préventifs et curatifs complets qui profitent et sont accessibles de manière équitable aux migrants et aux populations mobiles. En répondant aux besoins des migrants et à ceux des États Membres de l'OIM, la Division, en étroite collaboration avec ses partenaires, contribue au bien-être physique, mental et social des migrants, ce qui permet à ces derniers et aux communautés d'accueil de parvenir à un développement économique et social.

De plus amples informations sur les activités de l'OIM en matière de migration et santé sont disponibles à l'adresse www.iom.int/fr/migration-et-sante.

Réfugiés et demandeurs d'asile

À la fin de 2022, on comptait 35,3 millions de réfugiés dans le monde, dont 29,4 millions relevaient du mandat du HCR³⁴, et 5,9 millions étaient enregistrés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)³⁵. Le nombre total de réfugiés est le plus élevé jamais établi dans les rapports statistiques modernes qui ne prennent pas en compte de données historiques³⁶. L'augmentation du nombre de réfugiés entre 2021 et 2022 représente la plus forte hausse annuelle jamais enregistrée, en grande partie due aux réfugiés en provenance d'Ukraine qui ont fui l'invasion massive du pays par la Fédération de Russie³⁷.

Environ 5,4 millions de personnes ont sollicité une protection internationale et attendaient la détermination du statut de réfugié. Ces personnes sont appelées «demandeurs d'asile». Rien qu'en 2022, près de 2,9 millions de demandes d'asile ont été enregistrées dans 162 pays, ce qui représente le nombre de demandes d'asile individuelles le plus élevé jamais enregistré. En 2022, 2,6 millions de nouvelles demandes d'asile individuelles ont été déposées en première instance dans le monde, soit une hausse de 83 % par rapport à 2021. Les États-Unis sont restés le premier pays de destination, avec environ 730 400 demandes, soit trois fois plus que l'année précédente. L'Allemagne arrivait au deuxième rang, avec 217 800 nouvelles demandes, un chiffre nettement plus élevé que l'année précédente.

³⁴ Les informations de la présente sous-section sont tirées et adaptées de HCR, 2023a. Veuillez vous reporter à ce document pour des notes explicatives et une analyse approfondie, et pour les avertissements, limites et méthodes associés aux chiffres et tendances indiqués. Les précédents rapports *Tendances mondiales* ainsi que la base de données de statistiques démographiques du HCR (HCR, s.d.) sont d'autres sources d'information clés.

³⁵ Généralement, les personnes relevant du mandat de l'UNRWA vivent dans leur pays de naissance et ne sont donc pas comptabilisées dans la population estimative de migrants internationaux (contrairement aux personnes nées dans un pays qui ont été déplacées dans un autre).

³⁶ Parmi les données historiques non prises en compte figurent, par exemple, les données relatives aux déplacements liés à la partition de 1947 ou à la Seconde Guerre mondiale. Voir par exemple Gatrell (2013) sur les estimations historiques concernant les personnes déplacées.

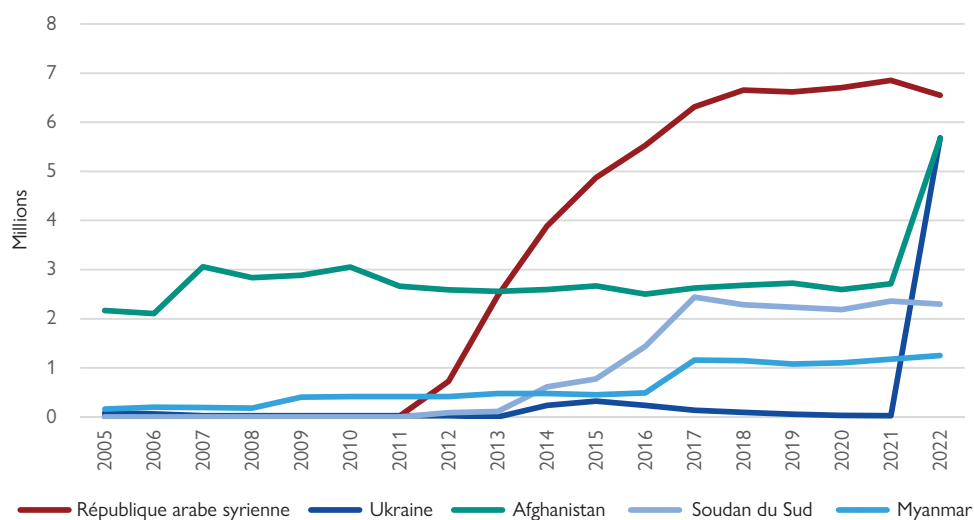
³⁷ HCR, 2023a.

À la fin de 2022, environ 41 % des 35,3 millions de réfugiés dans le monde avaient moins de 18 ans³⁸. Environ 51 700 demandes d'asile individuelles ont été déposées par des enfants non accompagnés et séparés de leur famille en 2022, ce qui représente une hausse considérable (89 %) par rapport à l'année précédente.

Les données et tendances actuelles s'expliquent dans une large mesure par l'émergence, la persistance ou la reprise de conflits dans des pays clés. Parmi la population totale de réfugiés relevant du mandat du HCR à la fin de 2022, plus de 87 % venaient des 10 principaux pays d'origine – République arabe syrienne, Ukraine, Afghanistan, Soudan du Sud, Myanmar, République démocratique du Congo, Soudan, Somalie, République centrafricaine et Érythrée. Un grand nombre de ces pays figurent parmi les principaux pays sources de réfugiés depuis plusieurs années – l'Ukraine n'en fait pas partie.

L'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie en 2022 a entraîné l'une des crises liées aux déplacements les plus importantes depuis la Seconde Guerre mondiale. Quelque 5,7 millions d'Ukrainiens avaient été forcés de fuir leur pays à la fin de 2022, ce qui fait de l'Ukraine le deuxième pays d'origine de réfugiés dans le monde après la République arabe syrienne. En raison du conflit prolongé qui sévit dans la République arabe syrienne, celle-ci demeurait à la fin de 2022 la principale source de réfugiés dans le monde (6,5 millions), bien que leur nombre soit en baisse par rapport à 2021 (6,8 millions). Parallèlement, l'instabilité et la violence qui font de l'Afghanistan une importante source de réfugiés depuis plus de 30 ans perdurent : avec environ 5,7 millions de réfugiés en 2022 (contre 2,7 millions en 2021), l'Afghanistan est le troisième pays d'origine de réfugiés dans le monde. Les réfugiés originaires de la République arabe syrienne, de l'Ukraine, de l'Afghanistan, du Soudan du Sud, du Myanmar et de la République démocratique du Congo représentaient plus de la moitié de la population mondiale de réfugiés. La figure 15 montre l'évolution du nombre de réfugiés pour les cinq premiers pays d'origine entre 2005 et 2022. Les répercussions de l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie apparaissent clairement : en 2021, par exemple, l'Ukraine était le pays d'origine d'un peu plus de 27 000 réfugiés seulement.

Figure 15. Nombre de réfugiés en provenance des cinq principaux pays d'origine, 2005-2022 (millions)



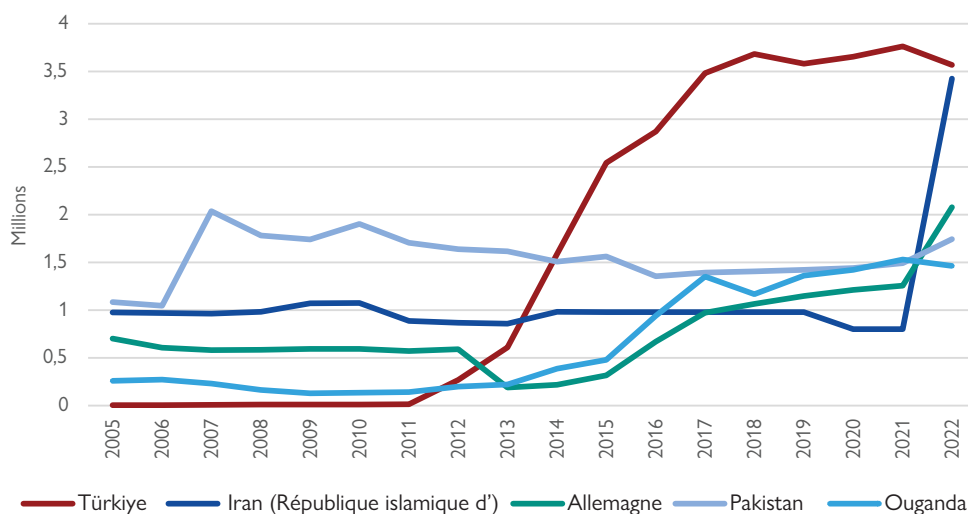
Source : UNHCR, n.d. (accessed 17 June 2023).

Note : South Sudan became a country in 2011.

³⁸ *Ibid.*

Comme lors des années précédentes, plus de la moitié des réfugiés résidaient dans 10 pays. En 2022, avec près de 3,6 millions de réfugiés, pour la plupart des Syriens, la Türkiye était le principal pays d'accueil du monde pour la septième année consécutive (voir la figure 16). Le Pakistan et la République islamique d'Iran faisaient aussi partie des 10 principaux pays d'accueil de réfugiés; ce sont eux qui abritent le plus grand nombre de réfugiés originaires d'Afghanistan, qui est le deuxième pays d'origine. Les sept autres pays figurant parmi les 10 premiers pays d'accueil sont l'Ouganda, la Fédération de Russie, l'Allemagne, le Soudan, la Pologne, le Bangladesh et l'Éthiopie. La grande majorité (70 %) des réfugiés et des autres personnes ayant un besoin de protection internationale étaient accueillis dans des pays voisins de leur pays d'origine. Selon le HCR, les pays les moins avancés accueillent un nombre considérable de réfugiés; ainsi, un réfugié sur cinq dans le monde était accueilli en Afrique subsaharienne, tandis que 90 % des réfugiés en Asie et dans le Pacifique étaient accueillis dans seulement trois pays: la République islamique d'Iran (3,4 millions), le Pakistan (1,7 million) et le Bangladesh (952 400).

Figure 16. Nombre de réfugiés dans les cinq principaux pays d'accueil, 2005-2022 (millions)



Source: HCR, s.d. (page consultée le 17 juin 2023).

Note: Au 30 juin 2023, l'enregistrement et la reconnaissance formelle des Ukrainiens dans la Fédération de Russie étaient encore en cours, de sorte que toutes les personnes comptabilisées ne possédaient pas le statut formel de réfugiés (voir HCR, 2022).

En 2022, plus de 339 000 réfugiés sont retournés dans leur pays d'origine, soit 21 % de moins que l'année précédente. La plupart des retours (151 300) étaient à destination du Soudan du Sud, principalement au départ de l'Ouganda (75 500).

Malgré les nombreuses difficultés rencontrées pour mesurer le nombre de personnes bénéficiant d'une intégration locale, le HCR estime qu'en 2022, 28 pays (contre 23 en 2021) avaient signalé la naturalisation d'au moins un réfugié, ce qui représente un nombre total de plus de 50 800 réfugiés naturalisés sur l'ensemble de l'année (soit une diminution par rapport aux 56 700 réfugiés nouvellement naturalisés en 2021, mais une augmentation par rapport aux 23 000 cas enregistrés en 2016). En 2022, la plupart des naturalisations ont eu lieu en Europe, dont la majorité (environ 23 300 réfugiés) au Royaume des Pays-Bas. Quelque 18 700 réfugiés se sont vu octroyer

un permis de séjour de longue durée au Canada. Les réfugiés ayant accédé à la résidence permanente ou à la nationalité (à l'échelle mondiale) étaient dans une large mesure originaires de la République arabe syrienne (14 400), de l'Érythrée (4 700) et de la République islamique d'Iran (3 300).

En 2022, plus de 114 000 réfugiés ont été admis aux fins de réinstallation dans le monde, soit deux fois plus qu'en 2021 (57 500), ce qui marque un retour aux niveaux enregistrés avant la pandémie de COVID-19. Le Canada a accueilli le plus grand nombre de réfugiés aux fins de réinstallation (47 600), devant les États-Unis (29 000). Les réinstallations dans ces deux pays ont augmenté par rapport à 2021 : les arrivées au Canada ont enregistré une hausse de 133 % et celles aux États-Unis ont doublé (13 700 en 2021). Les personnes réinstallées au Canada étaient en premier lieu originaires d'Afghanistan, et celles réinstallées aux États-Unis de République démocratique du Congo. Les réinstallations en Australie affichaient également une hausse marquée par rapport à l'année précédente, leur nombre ayant quadruplé pour s'établir à 17 300

Ces 10 dernières années, le nombre de réfugiés ayant besoin d'être réinstallés a augmenté de façon spectaculaire, puisqu'il a presque doublé. Selon les estimations du HCR, quelque 805 000 réfugiés avaient besoin d'être réinstallés en 2011; en 2022, ce chiffre est passé à près de 1,5 million³⁹. Le nombre de réfugiés réinstallés a fluctué au fil des ans. En 2005, près de 81 000 réfugiés ont été réinstallés, contre environ 57 000 en 2021, et plus de 114 000 en 2022. Dans l'ensemble, le nombre de réinstallations n'a pas suivi la forte augmentation des besoins (voir le tableau 3).

Tableau 3. Nombre de réfugiés ayant besoin d'être réinstallés et nombre de réfugiés réinstallés dans le monde, depuis 2005

Année	Estimations des besoins totaux de réinstallation (planification pluriannuelle comprise), en nombre de personnes	Arrivées de personnes admises aux fins de réinstallation	Proportion de personnes réinstallées (%)
2005	–	80 734	–
2006	–	71 660	–
2007	–	75 271	–
2008	–	88 772	–
2009	–	112 455	–
2010	–	98 719	–
2011	805 535	79 727	9,90
2012	781 299	88 918	11,38
2013	859 305	98 359	11,45
2014	690 915	105 148	15,22
2015	958 429	106 997	11,16
2016	1 153 296	172 797	14,98
2017	1 190 519	102 709	8,63

³⁹ UNHCR 2010 et 2021.

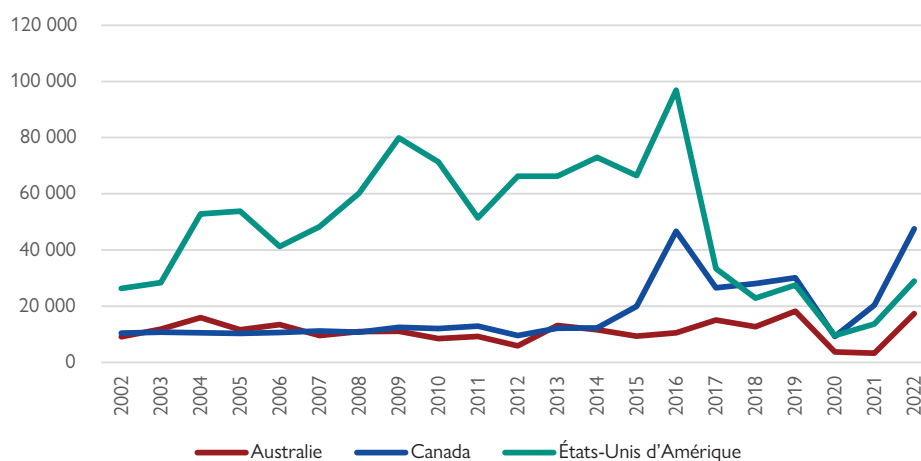
Année	Estimations des besoins totaux de réinstallation (planification pluriannuelle comprise), en nombre de personnes	Arrivées de personnes admises aux fins de réinstallation	Proportion de personnes réinstallées (%)
2018	1 195 349	92 348	7,73
2019	1 428 011	107 729	7,54
2020	1 440 408	34 383	2,39
2021	1 445 383	57 436	3,97
2022	1 473 156	114 242	7,75

Source : HCR, s.d. (page consultée le 17 juin 2023).

Note : Le rapport du HCR intitulé *Projected Global Resettlement Needs Report* est disponible depuis 2011.

Les réinstallations de réfugiés augmentent depuis 2021 et, à la fin de 2022, elles avaient retrouvé les niveaux enregistrés avant la pandémie de COVID-19. Le nombre de réinstallations avait accusé un recul prononcé en 2020, en partie dû à la pandémie, qui a fortement limité la mobilité internationale dans le monde entier. En 2021, les États-Unis ont révisé et relevé leur plafond annuel d'admissions de réfugiés, ce qui explique la légère hausse récente des réinstallations dans ce pays. Cependant, malgré la progression des réinstallations de réfugiés, diverses crises de réfugiés et de nouvelles situations de déplacement ont entraîné une hausse considérable des besoins en la matière. En 2022, on comptait 16 nouveaux réfugiés pour chaque réfugié rentré ou réinstallé⁴⁰. Par ailleurs, on estime que 2,4 millions de réfugiés auront besoin d'être réinstallés en 2024, soit 20 % de plus qu'en 2023⁴¹. La figure 17 donne une vue d'ensemble des statistiques relatives aux réinstallations dans les principaux pays de réinstallation entre 2002 et 2022.

Figure 17. Nombre de réfugiés réinstallés par grand pays de réinstallation, 2002-2022



Source : HCR, s.d. (page consultée le 17 juin 2023).

⁴⁰ HCR, 2023a.

⁴¹ HCR, 2023b.

Rôle de l'OIM en matière de réinstallation

L'OIM joue un rôle essentiel en matière de réinstallation dans le monde entier. Aider les États à réinstaller des réfugiés et autres arrivants humanitaires est un objectif fondamental, et fait partie de ses activités courantes les plus importantes. Au-delà des programmes classiques de réinstallation de réfugiés et d'admission humanitaire, de plus en plus d'États s'intéressent à d'autres formes d'admission ou en mettent déjà en œuvre, telles que des parrainages privés, des bourses universitaires ou des dispositifs de mobilité de la main-d'œuvre. Les données de l'OIM relatives au transport à des fins d'aide à la réinstallation portent sur le nombre total de réfugiés et d'autres personnes relevant de la compétence de l'Organisation qui voyagent sous ses auspices au départ de divers pays vers des destinations du monde entier au cours d'une période donnée.

En 2022, plus de 120 700 personnes ont voyagé sous les auspices de l'OIM au titre de programmes de réinstallation, d'admission humanitaire et de réimplantation, principalement au départ des pays suivants : Türkiye, Liban, Jordanie, Pakistan et Qatar. Les femmes représentaient 49 % des bénéficiaires, et les hommes, 51 %. Au total, l'OIM a aidé 30 États à mener ce type d'activités. Sur le nombre de bénéficiaires précité, 710 personnes ayant besoin d'une protection internationale ont été réinstallées depuis la Grèce, l'Italie et Chypre dans huit pays de l'Espace économique européen, tandis que 97 mouvements ont été assurés via des voies complémentaires au départ de l'Érythrée, de l'Afghanistan et de la République bolivarienne du Venezuela. Parallèlement, de nouveaux pays de réinstallation, tels que le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay, ont contribué aux efforts d'accueil de réfugiés à des fins de réinstallation, l'OIM et le HCR – par le biais de l'Initiative pour la réinstallation et des voies complémentaires durables (CRISP) – ayant fourni dans ces pays un appui en matière de renforcement des capacités de réinstallation et d'expertise technique. En 2022, les trois principaux pays de réinstallation étaient le Canada (44 772), les États-Unis (42 365) et l'Australie (7 773).

L'OIM aide ses États Membres à mettre en œuvre divers programmes de réinstallation, de réimplantation et d'admission humanitaire, dont la plupart sont bien établis, tandis que d'autres sont des réponses spéciales à des crises de migration forcée particulières.

Étant donné l'importance des besoins et le manque de places disponibles pour la réinstallation, l'OIM continue de collaborer avec des acteurs afin d'améliorer l'accessibilité à des voies sûres et légales. Dans le cadre d'accords de coopération, elle fournit aux parties prenantes les informations voulues et communique des données à des partenaires clés, tels que le HCR, les pays de réinstallation et les organismes spécialisés. En collaboration étroite avec le HCR, elle s'emploie régulièrement à vérifier et à mieux harmoniser les données agrégées relatives à la réinstallation, en particulier les chiffres concernant les départs. De plus amples informations sur les activités de réinstallation de l'OIM se trouvent à l'adresse www.iom.int/fr/reinstallation.

^a OIM, 2023b.

Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays

L'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) rassemble des données sur deux types de déplacement interne : les nouveaux déplacements pendant une période donnée, et la population totale de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays à un moment donné. Ces informations statistiques sont classées en fonction de deux grandes causes de déplacement : a) les catastrophes, et b) les conflits et la violence. Cependant, l'IDMC est conscient des problèmes que pose la distinction entre catastrophes et conflits en tant que causes immédiates de déplacements, et souligne la nécessité croissante de trouver des moyens de mieux rendre compte des déplacements dans le contexte de facteurs multiples⁴².

Au 31 décembre 2022, on estimait à 62,5 millions le nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays à cause d'un conflit ou de la violence dans 65 pays et territoires, ce qui représente un chiffre record depuis que l'IDMC a commencé son suivi, en 1998. Comme dans le cas des réfugiés (voir la section précédente), ce sont la persistance et l'émergence de conflits qui expliquent pourquoi le nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays en raison d'un conflit ou de la violence a plus que doublé depuis 2012.

La figure 18 montre les 20 pays qui comptaient le plus grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays à cause d'un conflit ou de la violence (population) à la fin de 2022. La plupart d'entre eux se situaient au Moyen-Orient ou en Afrique subsaharienne. La République arabe syrienne comptait le plus grand nombre de personnes déplacées par un conflit (près de 6,9 millions) à la fin de 2022, suivie par l'Ukraine (5,9 millions). La République démocratique du Congo arrivait au troisième rang (près de 5,7 millions), suivie par la Colombie (environ 4,8 millions) et le Yémen (4,5 millions).

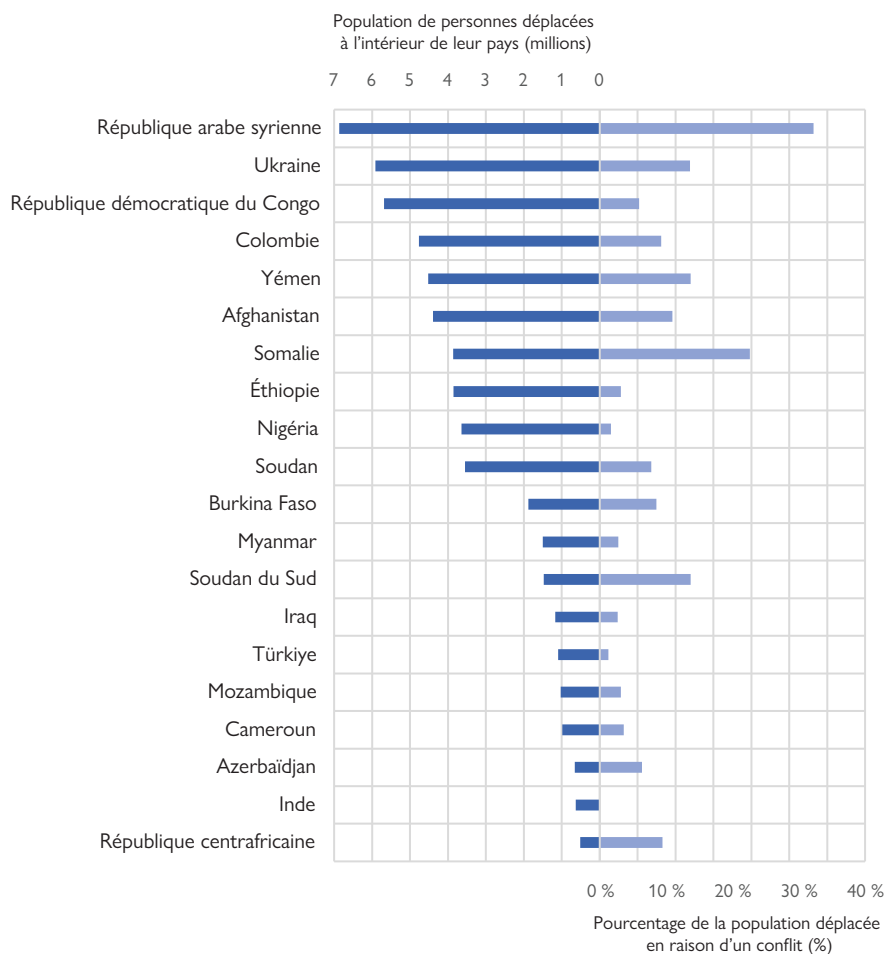
En ce qui concerne leur proportion par rapport à la population nationale, la République arabe syrienne, dont le conflit dure depuis plus de 10 ans, avait plus de 32 % de sa population déplacée à cause du conflit et de la violence. La Somalie se classait au deuxième rang (22 %), suivie par le Soudan du Sud, le Yémen et l'Ukraine (plus de 13 %). Il importe toutefois de souligner que, surtout dans le cas de déplacements prolongés, comme en Colombie, il peut arriver que des personnes qui sont rentrées dans leur lieu d'origine ou ont regagné leur foyer continuent d'être comptabilisées comme des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, car, parfois, aucune solution durable n'a pu être trouvée⁴³. Des organisations telles que l'IDMC se conforment au Cadre conceptuel sur les solutions durables pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays du Comité permanent interorganisations, qui énonce huit critères permettant de déterminer qu'une solution durable a été appliquée et que des personnes ne doivent donc plus être considérées comme des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays⁴⁴.

⁴² L'IDMC souligne les difficultés que pose la collecte de données sur les déplacements dus à des projets de développement, à la violence criminelle ou à des catastrophes à évolution lente, ainsi que les efforts déployés pour les surmonter. Voir IDMC, 2019, pp. 72-73.

⁴³ Une solution durable est en place « lorsque des personnes qui ont été déplacées à l'intérieur de leur propre pays n'ont plus besoin d'aide ni de protection spécifiques liées à leur déplacement et que ces personnes jouissent des droits de l'homme sans discrimination en raison de leur déplacement. » Voir, par exemple, Brookings Institution et Université de Berne, 2010.

⁴⁴ Ces critères sont : la sûreté et la sécurité ; un niveau de vie satisfaisant ; l'accès aux moyens de subsistance ; la restitution de l'habitation, des terres et de la propriété ; l'accès aux documents ; le regroupement familial ; la participation aux affaires publiques ; et l'accès à des moyens de recours et à une justice efficaces. Voir, par exemple, Brookings Institution et Université de Berne, 2010 ; IDMC, 2019.

Figure 18. Vingt pays comptant le plus grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays à cause d'un conflit ou de la violence à la fin de 2022 (millions)



Source : IDMC, s.d. (page consultée le 21 mai 2023); DESA, 2022b.

Notes : Par population de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, on entend le nombre cumulé de personnes déplacées au fil du temps. La taille de la population utilisée pour calculer le pourcentage des déplacements de population à cause d'un conflit repose sur l'ensemble de la population résidente du pays selon les estimations démographiques du DESA (2022).

En 2022, la population mondiale de personnes déplacées par une catastrophe se situait autour de 8,7 millions de personnes dans 88 pays et territoires. À la fin de 2022, ces personnes étaient toujours déplacées à cause de catastrophes survenues au cours de l'année.

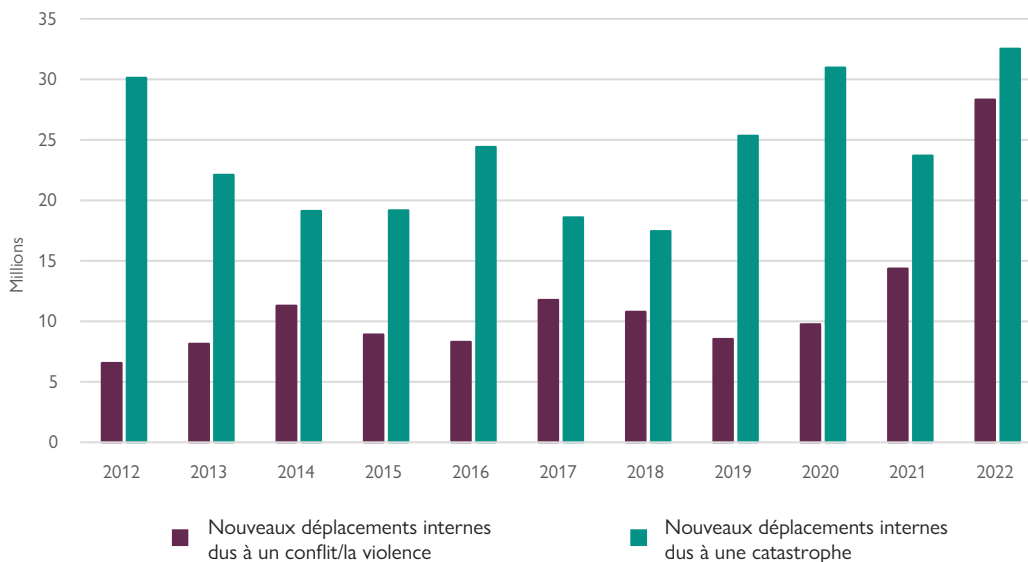
Déplacements en 2022

À la fin de 2022, 60,9 millions de personnes avaient été déplacées à l'intérieur de leur pays, un chiffre sans précédent, en hausse de 60 % par rapport à 2021. Parmi ces déplacements, 53 % (32,6 millions) ont été provoqués par une catastrophe et 47 % (28,3 millions) par un conflit ou la violence⁴⁵.

En 2022, l'Ukraine (plus de 16 millions) et la République démocratique du Congo (4 millions) étaient en tête de la liste des pays comptant le plus grand nombre de déplacements causés par un conflit ou la violence, avec des chiffres qui pèsent lourdement sur le bilan mondial. Ces deux pays étaient suivis par l'Éthiopie (2 millions), le Myanmar (1 million) et la Somalie (621 000). Le Pakistan a enregistré le plus grand nombre absolu de déplacements dus à une catastrophe en 2022 (environ 8,2 millions)⁴⁶.

La figure 19 montre que, ces dernières années, le nombre annuel de déplacements dus à une catastrophe était supérieur à celui des déplacements dus à un conflit ou à la violence. L'IDMC relève toutefois qu'une proportion non négligeable des déplacements dans le monde dus à une catastrophe est généralement associée à des évacuations de courte durée, menées de manière relativement sûre et ordonnée.

Figure 19. Déplacements internes dus à un conflit ou à une catastrophe, 2012-2022 (millions)



Source : IDMC, s.d. (page consultée le 21 mai 2023).

Notes : Le terme «déplacements» désigne le nombre de déplacements qui se sont produits au cours d'une année donnée, et non le nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays cumulé sur une période. Les chiffres relatifs aux déplacements prennent en compte les personnes qui ont été déplacées plus d'une fois, et ne correspondent pas au nombre de personnes déplacées pendant une année donnée.

⁴⁵ Les informations de la présente sous-section sont tirées et adaptées d'IDMC, 2023. Veuillez vous reporter à ce document pour des notes explicatives et une analyse plus approfondie, et pour les avertissements, limites et méthodes associés aux chiffres et tendances mentionnés. Les précédents [rapports de l'IDMC sur les estimations mondiales](#), ainsi que sa base de données mondiale sur les déplacements internes (IDMC, s.d.), sont d'autres sources d'information clés.

⁴⁶ L'IDMC propose des raisons possibles pour ces changements, y compris la stabilisation des lignes de front des conflits, les cessez-le feu, les restrictions à la liberté de circulation et de nouvelles méthodes de collecte des données.

Matrice de suivi des déplacements de l'OIM

La Matrice de suivi des déplacements (MSD) de l'OIM recueille et analyse des données afin de diffuser des informations essentielles et diversifiées sur les déplacements et la mobilité des populations. Les données ainsi recueillies et analysées permettent aux décideurs et aux intervenants d'apporter aux populations concernées une assistance mieux adaptée au contexte et fondée sur des éléments factuels. Les données sont communiquées sous la forme de cartes, d'infographies, de rapports, de supports visuels interactifs en ligne et d'exportations de données brutes ou personnalisées. Sur la base d'une situation donnée, la MSD rassemble des informations sur des populations, des lieux, des conditions, des besoins et des vulnérabilités au moyen d'un ou de plusieurs des outils méthodologiques suivants :

- Suivi de la mobilité et des besoins multisectoriels dans des lieux et domaines précis afin de surveiller les besoins et de cibler l'aide;
- Suivi des tendances en matière de mouvements («flux») et de la situation générale aux points d'origine, de transit et de destination;
- Enregistrement des personnes et des ménages déplacés à des fins de sélection des bénéficiaires, de ciblage des vulnérabilités et d'élaboration de programmes;
- Réalisation d'enquêtes afin de recueillir des informations précises auprès des populations visées.

La MSD est opérationnelle depuis 2004. En juin 2022, elle avait suivi et identifié près de 45 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, 40,4 millions de personnes de retour et 6,2 millions de migrants dans plus de 120 pays. Ses données constituent l'une des plus grandes sources pour les estimations annuelles mondiales sur les déplacements internes rassemblées par l'IDMC. Pour plus d'informations sur la Matrice de suivi des déplacements de l'OIM, voir <https://dtm.iom.int/fr>.

Conclusions

S'il est important de comprendre la migration et les déplacements ainsi que la façon dont ils évoluent dans le monde, c'est en raison de leur importance pour les États, les communautés locales et les individus. Bien que la migration et les déplacements humains soient des phénomènes qui remontent aux débuts de l'histoire de l'humanité, leurs manifestations et leurs répercussions ont changé au fil du temps sous l'effet de la mondialisation, et nous vivons un nombre croissant de transformations mondiales majeures de nature géopolitique, environnementale et technologique⁴⁷.

Chaque jour, nous possédons plus de données et d'informations sur la migration et les déplacements dans le monde; pourtant, du fait de la nature même de la migration, il peut être difficile, dans un monde interconnecté, d'en saisir la dynamique sous forme statistique. L'hétérogénéité des définitions, des concepts et des représentations culturelles ainsi que des événements inattendus posant de nouvelles difficultés imprévues peuvent faire obstacle à notre compréhension collective de la manière dont la migration évolue. Cela étant, des ensembles de données entièrement nouveaux sont rapidement apparus pendant la pandémie de COVID-19, dont certains ont été créés par l'OIM et d'autres organismes des Nations Unies, ainsi que par de grandes sociétés de technologie et des institutions universitaires.

Nous constatons également que la numérisation croissante de la migration et de la mobilité – dont les données sont l'élément vital – est de plus en plus souvent exploitée dans le cadre des efforts en cours pour mettre au point de grands ensembles de données nouvelles permettant d'identifier les mouvements, et de prévoir et de préparer des solutions. La collecte et l'analyse des données contribuent également à l'action menée pour réduire les inégalités dans le monde. Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières énonce un engagement à améliorer la coopération internationale en matière de migration, à recueillir des données sur les migrations et à entreprendre des recherches et des analyses afin de mieux comprendre les tendances migratoires ainsi que les schémas et processus en constante évolution, dans le but de faciliter l'élaboration de réponses fondées sur des éléments factuels. Les données à long terme indiquent clairement que la mise en œuvre du Pacte mondial est une priorité urgente et trop longtemps différée, les inégalités en matière de mobilité dans le monde s'étant creusées au cours des 25 dernières années (voir le chapitre 4 du présent Rapport).

Les données mondiales révèlent également que les déplacements causés par les conflits, la violence généralisée et d'autres facteurs continuent d'atteindre de nouveaux sommets. Les conflits et les violences prolongés, non résolus, récurrents ou ayant repris ont entraîné une augmentation du nombre de réfugiés dans le monde. Si quelques pays continuent d'offrir des solutions aux réfugiés, celles-ci sont, de manière générale, largement insuffisantes pour répondre aux besoins mondiaux, et la proportion de réfugiés réinstallés a diminué au fil du temps. On estime en outre que les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays sont plus nombreuses que jamais. La triste réalité est qu'année après année, à chaque publication de données mondiales annuelles agrégées, nous prenons connaissance de «nouveaux records» des déplacements dans le monde (depuis la mise en place d'une collecte fiable des données). Le Programme d'action des Nations Unies sur les déplacements internes constitue une plateforme absolument indispensable pour éclairer cette problématique, qui repose sur une combinaison de facteurs complexes, et y répondre.

⁴⁷ McAuliffe et Goossens, 2018; McAuliffe et Triandafyllidou, 2021.

Références*

- Amuedo-Dorantes, C. (2014). *The good and the bad in remittance flows*. IZA *World of Labor*, novembre.
- Banque mondiale (2016). *Migration and Remittances Factbook 2016*. Troisième édition. Washington, D.C.
- Banque mondiale (2023a). *Migrants, Refugees, and Societies*. Rapport sur le développement dans le monde. Washington, D.C.
- Banque mondiale (2023b). *Les envois de fonds des migrants résistent, mais marquent le pas*. Communiqué de presse. 13 juin.
- Banque mondiale (s.d.a). *Remittance Prices Worldwide* (page consultée le 2 juillet 2023).
- Banque mondiale (s.d.b). *Remittances Data* (page consultée le 2 juillet 2023).
- Banque mondiale (s.d.c). *Indicateurs du développement dans le monde* (page consultée le 23 janvier 2023).
- Brookings Institution and University of Bern (2010). *Cadre conceptuel sur les solutions durables pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays*. Brookings Institution, Washington, D.C.
- Commission de statistique des Nations Unies (2023). *Rapport sur les travaux de la cinquante-quatrième session (28 février-3 mars 2023)*. New York.
- Culloty, E., J. Suiter, I. Viriri et S. Creta (2021). *Désinformation sur la migration: Un problème de longue date aux dimensions technologiques nouvelles*. In: Rapport *État de la migration dans le monde 2022* (M. McAuliffe et A. Triandafyllidou, dir. publ.). OIM, Genève.
- de Beer, J., J. Raymer, R. van der Erf et L. van Wissen (2010). Surmonter les problèmes d'incohérences des données sur les migrations internationales: une nouvelle méthode appliquée aux flux en Europe. *Revue européenne de démographie*, vol 26, n° 4, pp. 459-481.
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DESA) (1998). *Recommandations en matière de statistiques des migrations internationales. Première révision*. New York.
- DESA (2008). *International Migrant Stock: The 2008 Revision*. New York.
- DESA (2015). *World Population Prospects: The 2015 Revision*. New York.
- DESA (2021a). *International Migrant Stock 2020*. New York.
- DESA (2021b). *International Migrant Stock 2020 Documentation*. New York.
- DESA (2022a). *World Population Prospects 2022: Summary of Results*. Division de la population. New York.
- DESA (2022b). *World Population Prospects 2022*. Division de la population. New York.
- Division de statistique des Nations Unies (2021). *United Nations Expert Group on Migration Statistics, Task Force 2: Task Force on Key Concepts and Definitions Related to International Migration*. New York.
- Dumont, J. (2023). *Migration is a fact of life and more people than ever are moving*. *People Move*, 30 octobre. Blogs de la Banque mondiale.
- El Qorchi, M., S.M. Maimbo et J.F. Wilson (2003). *Informal funds transfer systems: an analysis of the informal hawala system*. Fonds monétaire international (FMI)-Banque mondiale.

* Tous les liens hypertextes fonctionnaient au moment de la rédaction du présent rapport.

- Eurostat (2020). [Personal transfers and compensation of employees](#) (page consultée le 2 juin 2021).
- Fertig, M. et C.M. Schmidt (2001). [First- and second-generation migrants in Germany – What do we know and what do people think?](#) *IZA Discussion Papers*, n° 286, pp. 1-48.
- Fonds monétaire international (FMI) (2020). [Soutenir les migrants et les envois de fonds pendant que la COVID-19 fait rage](#). *IMF Blog*, 11 septembre.
- Gallagher, A. et M. McAuliffe (2016). South-East Asia and Australia. In: [Migrant Smuggling Data and Research: A Global Review of the Emerging Evidence Base](#) (M. McAuliffe et F. Laczko, dir. publ.). OIM, Genève.
- Gatrell, P. (2013). *The Making of the Modern Refugee*. Oxford University Press, Oxford.
- Ghosh, B. (2006). [Migrants' Remittances and Development: Myths, Rhetoric and Realities](#). OIM, Genève.
- Hale, T., A. Petherick, B.A. de Mello, R. Goldszmidt, B. Kira, C. Wenham, S.H. Chae, M.B. Petersen, Y. Zhang, S.P. Jones et A. Vaccaro (2023). [Oxford COVID-19 Government Response Tracker Dataset](#). Blavatnik School of Government, Université d'Oxford (page consultée le 15 février 2023).
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (2010). [Le HCR appelle davantage de pays à établir des programmes de réinstallation pour les réfugiés](#). Communiqué de presse. 5 juillet.
- HCR (2021). [Le HCR publie les besoins en matière de réinstallation de réfugiés pour 2022](#). Communiqué de presse. 23 juin.
- HCR (2022). [Mid-year Trends 2022](#).
- HCR (2023a). [Tendances mondiales : déplacement forcé en 2022](#).
- HCR (2023b). [Les besoins en matière de réinstallation de réfugiés augmenteront en 2024, selon le HCR](#). Communiqué de presse. 26 juin.
- HCR (n.d.). [Refugee Population Statistics Database](#) (page consultée le 17 juin 2023).
- Institut de statistique de l'UNESCO (s.d.). [Nombre et taux de mobilité internationale des étudiants](#) (page consultée le 15 septembre 2023).
- Koser, K. (2010). [Dimensions and dynamics of irregular migration](#). *Population, Space and Place*, vol 16, n° 3, pp. 181-193.
- Kyaw, N.N. (2017). Unpacking the presumed statelessness of Rohingyas. *Journal of Immigrant and Refugee Studies*, vol 15, n° 3, pp. 269-286.
- McAuliffe, M. et A. Goossens (2018). Regulating international migration in an era of increasing interconnectedness. In: [Handbook on Migration and Globalisation](#) (A. Triandafyllidou, dir. publ.). Edward Elgar, Cheltenham, pp. 86-104.
- McAuliffe, M., A. Kitimbo et B. Khadria (2019). [Réflexion sur les contributions des migrants à une époque de difficultés croissantes et de désinformation rampante](#). In: [Rapport État de la migration dans le monde 2020](#) (M. McAuliffe et B. Khadria, dir. publ.). OIM, Genève.
- McAuliffe, M. (2020). [Immobility as the ultimate "migration disrupter"](#). Série Migration Research de l'OIM, n° 64.
- McAuliffe, M. et A. Triandafyllidou (dir. publ.) (2021). [Rapport État de la migration dans le monde 2022](#). OIM, Genève.
- McAuliffe, M. et K. Koser (2017). Introduction. In: [A Long Way to Go: Irregular Migration Patterns, Processes, Drivers and Decision-making](#) (M. McAuliffe et K. Koser, eds.). ANU Press, Canberra.

- McAuliffe, M., A. Kitimbo, A.M. Goossens et A.K.M. Ahsan Ullah (2017). [Comprendre les voyages de migration du point de vue des migrants](#). In : *Rapport État de la migration dans le monde 2018* (M. McAuliffe et M. Ruhs, dir. publ.). OIM, Genève.
- Minora U., M. Belmonte, C. Bosco, D. Johnston, E. Giraudy, S.M. Iacus et F. Sermi (2023). [The war in Ukraine and the potential of Facebook's Social Connectedness Index to anticipate human displacement](#). Série Migration Research, n° 73. OIM, Genève.
- Nations Unies (s.d.). [Objectif 10 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre](#). Objectifs de développement durable.
- Neto, F. (1995). Predictors of satisfaction with life among second generation migrants. *Social Indicators Research*, vol 35, pp. 93-116.
- Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) (2019). [Rapport mondial sur le déplacement interne 2019](#). Genève.
- IDMC (2023). [Rapport mondial sur le déplacement interne 2023](#). Genève.
- IDMC (n.d.). [Global Internal Displacement Database](#) (page consultée le 21 mai 2023).
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2023). [Perspectives des migrations internationales 2023](#). Paris.
- OECD (s.d.a). [Base de données sur les migrations internationales](#) (page consultée le 17 novembre 2023).
- OECD (s.d.b). [APD nette](#) (page consultée le 3 septembre 2019).
- Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) (2023). [Effects of Novel Coronavirus \(COVID-19\) on Civil Aviation: Economic Impact Analysis](#). Montréal.
- Organisation internationale du Travail (OIT) (2021). [ILO Global Estimates on International Migrant Workers – Results and Methodology](#). Troisième édition. Genève.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) (2020a). [Projet sur les migrants disparus – Suivi des décès le long des routes migratoires: Guide de collecte de données](#).
- OIM (2020b). [COVID-19 – Aperçu analytique n° 16: Rapatriements de fonds](#). 17 avril. Genève.
- OIM (2020c). [COVID-19 Analytical Snapshot #53: International Remittances UPDATE](#). 26 août. Genève.
- OIM (2020d). [COVID-19 Analytical Snapshot #55: Emerging Remittance Patterns](#). 15 octobre. Genève.
- OIM (2021). [COVID-19 Analytical Snapshot #66: International Remittances UPDATE](#). 25 janvier. Genève.
- OIM (2023a). [Missing Migrants Project: Global Data Overview](#).
- OIM (2023b). [Resettlement and Movement Management Division – Annual Report 2022](#). Genève.
- OIM (2024). [A decade of documenting migrant deaths](#). OIM, Berlin.
- OIM (s.d.). [Projet Migrants disparus \[derniers chiffres mondiaux sur le nombre de décès survenus le long des axes migratoires\]](#) (page consultée le 12 mai 2023).
- Poulain, M. et N. Perrin (2001). [Is the measurement of international migration flows improving in Europe](#). Document de travail no 12. Réunion de travail CEE-EUROSTAT sur les statistiques des migrations, organisée en coopération avec la Division de statistique des Nations Unies. Commission de statistique des Nations Unies et Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (Eurostat). Genève, 21-23 mai.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2009). *Rapport mondial sur le développement humain 2009*. New York.

Ratha, D., S. Plaza, E.J. Kim., V. Chandra., N. Kurasha et B. Pradhan (2023). *Remittances Remain Resilient but Are Slowing*. Migration and Development Brief 38. Juin. Alliance mondiale pour le savoir sur les migrations et le développement (KNOMAD)-Banque mondiale, Washington, D.C.

Shah, N., L. Al-Kazi et A. Husain (2018). Gender issues, changing roles, and migration: a review of the Gulf countries. In : *South Asian Migration in the Gulf* (M. Chowdhury et S. Irudaya Rajan, dir. publ.). Palgrave Macmillan, Londres.

Skeldon, R. (2018). *International migration, internal migration, mobility and urbanization: Towards more integrated approaches*. Série Migration Research, n° 53. OIM, Genève.

Ullah, A.K.M., S.C.W. Lee., N.H. Hassan et F. Nawaz (2020). *Xenophobia in the GCC countries: migrants' desire and distress*. *Global Affairs*, vol 6, n° 2, pp. 203-223.